

Marché n° M508

Travaux d'aménagement de la déviation provisoire de
la Voie Communale ALLAINES-BOUCHAVESNES

Cahier des Clauses Administratives Particulières

28/11/2024

Émetteur	Marché cible	Secteur	Phase	Classement	Domaine	Ouvrage	Type doc	Num.	Ind.
CSNE	M508	5	C	MARC	ACHA	VCALL	CCAP	3000-00	A





SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHÉ PUBLIC ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	8
1.1. Objet du marché public	8
1.2. Forme du marché public	8
1.3. Découpage des travaux.....	9
1.3.1. Décomposition en lots	9
1.3.2. Décomposition en tranches	9
1.4. Lieux d'exécution	9
1.5. Obligations du Titulaire.....	9
1.5.1. Obligations générales.....	9
1.5.2. Obligations particulières	10
1.5.3. Devoir de Conseil	14
1.5.4. Évolution réglementaire.....	14
1.5.5. Protection de l'environnement et développement durable.....	14
1.6. Émission et formes des bons de commande.....	15
1.7. Ordres de service	15
1.8. Clause de réexamen – Modification en cours d'exécution des travaux	16
1.8.1. Dispositions générales.....	16
1.8.2. Modifications à la demande du Titulaire.....	16
1.8.3. Conditions d'établissement du prix de la modification	16
1.9. Clause d'audit	16
1.10. Langue applicable	17
1.10.1. Prévention de la sécurité	17
1.10.2. Protection sociale.....	17
1.10.3. Défaut de recours à un interprète.....	17
1.11. Financement européen.....	18
1.12. Transfert des droits et obligations contractés par le Maître d'Ouvrage	18
2. INTERVENANTS	18
2.1. Maître d'Ouvrage.....	18
2.2. Exploitant VNF (Oise, Aisne, CLO, CDN, CSNE)	19





2.3. Assistants au Maître d’Ouvrage / conduite d’opération	19
2.4. Maître d’œuvre.....	19
2.5. Coordonnateur en matière de sécurité et protection de la santé.....	20
2.6. Autres intervenants	20
2.7. Titulaire.....	21
2.7.1. Changement dans la situation juridique du Titulaire.....	21
2.7.2. Obligations des entrepreneurs en groupement	21
2.7.3. Profils clés et astreinte	24
2.8. Sous-traitance	26
2.8.1. Sous-traitance directe	26
2.8.2. Déclarations de sous-traitance et plan de sous-traitance	27
2.8.3. Sous-traitance indirecte	28
3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC.....	28
3.1. Pièces contractuelles	28
3.2. Pièces non contractuelles	30
3.3. Notification – Pièces à remettre au Titulaire	31
4. DUREE DU MARCHE PUBLIC ET DELAIS D’EXECUTION.....	31
4.1. Durée du marché public.....	31
4.2. Délais d’exécution des travaux	31
4.3. Prolongation, ajournement et interruption des délais d’exécution	32
4.3.1. Prolongation des délais d’exécution	32
4.3.2. Ajournement, interruption et suspension des travaux.....	33
5. MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX	34
5.1. Nature des prix – TVA – Unité monétaire	34
5.2. Contenu des prix.....	35
5.3. Répartition des paiements.....	37
5.4. Variation des prix.....	37
5.4.1. Caractère des prix	37
5.4.2. Mois d’établissement des prix	37
5.4.3. Choix de l’indice de référence	38
5.4.4. Modalités de révision des prix	38
5.5. Paiement des cotraitants et des sous-traitants.....	38





5.6. Règlement des comptes au titulaire	39
5.6.1. Établissement des acomptes et des demandes de paiement.....	39
5.6.2. Modalités du règlement par virement des sommes à payer au Titulaire	42
6. PENALITES.....	42
7. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	48
7.1. Avance	48
7.2. Nantissement.....	48
7.3. Cautionnement.....	49
7.4. Retenue de garantie	49
8. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	49
8.1. Provenance des matériaux et produits	49
8.2. Démarche pour l'établissement de l'équivalence des normes	50
8.3. Caractéristiques, qualité, vérification, essais et épreuves des matériaux et produits	50
8.4. Prise en charge, manutention et conservation par le Titulaire des matériaux et produits fournis	50
9. PREPARATION – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	51
9.1. Connaissance des lieux	51
9.1.1. Connaissance des lieux : engagement du Titulaire.....	51
9.1.2. Informations communiquées par le Maître d'Ouvrage	51
9.1.3. Dégradations causées aux voies et espaces publics	52
9.2. Période de préparation.....	52
9.2.1. Documents à fournir pendant la période de préparation	52
9.2.2. Visa ou avis du Maître d'œuvre.....	52
9.2.3. Installations de chantier du Titulaire.....	53
9.2.4. Mise à disposition des installations de chantier.....	53
9.2.5. Terrains et dépôts mis à disposition.....	53
9.2.6. Obligations à la charge du Titulaire	54
9.2.7. Autres constats et états des lieux.....	54
9.2.8. Gardiennage et accès au chantier	55
9.3. Programme d'exécution et rapport d'avancement.....	55
9.3.1. Initialisation du programme d'exécution au cours de la période de préparation	55
9.3.2. Gestion du programme d'exécution et rapport mensuel d'activité	55





9.4. Réunions	56
9.5. Études d'exécution	58
9.5.1. Piquetage général	58
9.5.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains et enterrés	58
9.6. Constats contradictoires	58
9.7. Procédures administratives	58
9.7.1. Généralités	58
9.7.2. Itinéraires, et aménagement des voiries et accès aux emprises	60
9.8. Sauvegarde du patrimoine archéologique	61
9.9. Découverte de corps ou de restes humains	61
9.10. Engins explosifs de guerre	62
9.11. Matériaux à pollution anthropique	64
10. RECEPTION DES TRAVAUX ET PRESTATIONS ASSOCIEES	65
10.1. Réception des travaux	65
10.1.1. Procédure de réception	65
10.1.2. Réception partielle	65
10.1.3. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	65
10.2. réception des prestations associées	66
11. GARANTIES CONTRACTUELLES	66
12. CONFIDENTIALITE.....	66
12.1. Principe	66
12.2. Exceptions.....	68
12.3. Durée de l'engagement de confidentialité.....	68
12.4. Référent Confidentialité	68
13. CONFLITS D'INTERETS	69
14. PROPRIETE INTELLECTUELLE	70
14.1. Connaissances antérieures	70
14.2. Régime des résultats.....	70
14.3. Régime des données	71
15. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	71





15.1. Principes généraux.....	71
15.2. Engagements du Titulaire	71
15.3. Sous-traitance.....	72
15.4. Droit des personnes concernées.....	73
15.5. Notification des violations de données à caractère personnel	73
15.6. Non-respect des obligations en matière de protection des données à caractère personnel.....	74
15.7. Cas particulier des données personnelles recueillies par le Maître d’Ouvrage	74
16. SYSTEME DE MANAGEMENT QUALITE SECURITE SANTE ET ENVIRONNEMENT (QSSE).....	74
16.1. Principes généraux.....	74
16.2. Mises à jour	75
16.3. Déclinaison chez le Titulaire.....	75
16.4. Référents QSSE et Développement durable.....	75
17. RESILIATION DU MARCHE.....	76
17.1. Généralités.....	76
17.2. Résiliation aux torts du Titulaire	76
17.3. Résiliation pour motif d’intérêt général.....	77
18. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	78
18.1. Règlement des différends.....	78
18.2. Prévention des litiges.....	79
18.3. Loi applicable et compétence juridictionnelle	79
19. RESPONSABILITE - ASSURANCE	79
20. DISPOSITIONS DIVERSES	80
20.1. Demarche « grand chantier »	80
20.1.1. Objectifs	80
20.1.2. Insertion par l’activité économique	81
20.1.3. Participation au dispositif Canal Emploi	81
20.1.4. Participation au dispositif « Canal formation »	81
20.1.5. Participation au dispositif Canal Accueil.....	82
21. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	82





1. OBJET DU MARCHE PUBLIC ET DISPOSITIONS GENERALES

1.1. OBJET DU MARCHE PUBLIC

La présente consultation a pour objet la réalisation de la déviation provisoire de la Voie Communale Allaines-Bouchavesnes, associée à la réalisation du futur Canal Seine-Nord Europe.

Le marché s'inscrit dans le cadre des travaux préparatoires aux travaux principaux de construction de l'écluse d'Allaines, et comprend notamment :

- + Le décapage des terres végétales dans l'emprise de la déviation provisoire ;
- + L'emprunt dans l'emprise de la fouille de la future écluse d'Allaines comprenant :
 - le décapage des terres végétales y compris mise en stock provisoire ;
 - le terrassement en déblais pour mise en remblai sous la structure de chaussée du rétablissement provisoire ;
- + La mise à niveau du fond de forme en déblais et en remblais y compris le traitement des matériaux de remblais à la chaux (les matériaux utilisés en remblais seront issus des déblais réalisés pour la mise à niveau des fonds de forme du rétablissement provisoire et de des déblais réalisés dans l'emprise de la fouille de la future écluse d'Allaines) ;
- + La réalisation de la couche de forme de la chaussée en matériaux granulaires ;
- + La réalisation de la couche de fondation de la chaussée en Grave Bitume ;
- + Les remblais des accotements et mise en œuvre de la terre végétale ;
- + La réalisation des raccordements à la voirie existante ;
- + La réalisation de la couche de revêtement de la chaussée en BBSG ;
- + La mise en œuvre de la terre végétale sur les talus ;
- + La mise en merlon des terres végétales excédentaires autour de la zone d'emprunt ;
- + La réalisation de la signalisation horizontale et verticale y compris la condamnation de la voirie existante.

La démolition du tronçon de la Voie Communale Allaines-Bouchavesnes, qui ne sera pas conservée après la mise en service de la déviation provisoire, n'est pas comprise dans le présent marché.

La description précise des travaux et prestations associées figure au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2. FORME DU MARCHE PUBLIC

Le présent marché public est un marché public non fractionné.



1.3. DECOUPAGE DES TRAVAUX

1.3.1. Décomposition en lots

Le présent marché n'est pas alloté car il n'est pas possible d'identifier des prestations distinctes conformément à l'article L2113-10 du Code de la commande publique.

1.3.2. Décomposition en tranches

Le présent marché ne fait pas l'objet d'une décomposition en tranches.

1.4. LIEUX D'EXECUTION

Les travaux et prestations associées seront exécutés sur le périmètre géographique suivant :

- + Commune d'Allaines, dans le département de la Somme

1.5. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

1.5.1. Obligations générales

Les travaux et prestations associées devront être conformes aux stipulations du marché public et répondre en tous points aux prescriptions du CCTP et autres documents annexés au présent marché. Dans ce cadre et tout particulièrement :

- + Le Titulaire s'assure que ses sous-traitants prennent bien en compte les exigences du Maître d'œuvre et du Maître d'Ouvrage tout en respectant les clauses impératives de confidentialité relatives au projet CSNE ;
- + Il coordonne l'action de ses sous-traitants de manière à réaliser des travaux cohérents, homogènes et conformes aux exigences des pièces contractuelles ;
- + Le Titulaire est tenu de remettre gratuitement en format numérique les fichiers sources de l'ensemble de la documentation qu'il est amené à produire dans le cadre de l'exécution des travaux et prestations associées ;
- + D'un point de vue général les fichiers transmis devront être exploitables avec le SIG ;
- + L'ensemble des documents produits par le Titulaire ou échangés dans le cadre de l'exécution du présent marché devront, par principe et sauf dérogations mentionnées au CCTP, être transmis sur la plateforme collaborative mise en place par le Maître d'Ouvrage.

Le Titulaire avise, dans les délais les plus brefs, le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage de toute difficulté survenant dans l'exécution des travaux et prestations associées, le bon déroulement du projet et du planning prévisionnel et élabore avec diligence des propositions visant à y pallier.





1.5.2. Obligations particulières

1.5.2.1. Obligation de résultat

Le Titulaire s'engage sur une obligation générale de résultat portant sur :

- + La réalisation des travaux et prestations objet du marché telles que décrites au CCTP, dans les conditions techniques et de qualité qui y sont décrites, conformes à la réglementation et aux normes en vigueur, aux règles de l'art et aux droits des tiers, en parfait état de finition et de fonctionnement, exempts de vices, répondant aux objectifs, données et contraintes du projet ;
- + La prise en compte et la gestion des sujétions normalement prévisibles ;
- + La prise en considération les changements de lois, règlements et normes en vigueur qui seraient susceptibles d'intervenir en cours d'exécution du marché public, pour autant que ceux-ci s'appliquent de manière obligatoire aux prescriptions de celui-ci ; tout défaut de prise en compte de ces évolutions et d'anticipation de ces dernières expose le Titulaire à une reprise à ses frais des travaux et prestations associés réalisés ;
- + Le respect du calendrier et notamment des délais partiels d'exécution.

Cette obligation de résultat peut conduire le Titulaire à renforcer ses moyens sans que cela ne justifie un quelconque complément de rémunération.

1.5.2.2. Autorité du Coordonnateur SPS

Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent sur le chantier, au même titre que le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS, le Titulaire doit, pendant la réalisation des travaux, mettre en œuvre les principes généraux de prévention.

Le Titulaire se conformera aux obligations découlant de la loi 93-1418 du 31 décembre 1993 et de ses décrets d'application aujourd'hui codifiés aux articles L4532-2 à L4532-18 et R4532-1 à R4532-98 du Code du travail. A ce titre, il est précisé que l'opération de travaux objet du présent marché est classée en catégorie 2.


Le Titulaire fournira au Coordonnateur SPS retenu par le Maître d'Ouvrage, dès le début du présent marché public, tous les éléments nécessaires à l'exercice de la mission de ce dernier, et participera aux réunions organisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs. La signature du Titulaire est requise lors des inspections communes. Il est précisé que le Coordonnateur SPS aura le pouvoir d'arrêter les travaux (par simple arrêt de tâche jusqu'à remise en conformité), si nécessaire, pour raisons de sécurité ou en cas de danger(s) grave(s) et imminent(s).

Le Titulaire est tenu d'associer le Coordonnateur SPS dans l'organisation des travaux. Il lui adressera la documentation attendue dans un délai compatible avec l'exercice de sa mission. Le Titulaire devra tenir compte des observations du Coordonnateur SPS ou adopter des mesures d'une efficacité équivalente.

Les mesures d'organisation sont arrêtées en concertation avec le Coordonnateur SPS. Le Titulaire participe au collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, si le chantier, vu le nombre d'entreprises et l'effectif des travailleurs, le rend obligatoire. Il répond aux observations, aux notifications mentionnées sur le Registre Journal lorsqu'elles le concernent. Il peut se faire présenter le Registre Journal tenu par le Coordonnateur SPS s'il l'estime nécessaire.

Le Coordonnateur SPS doit informer le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Titulaire sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises sous-traitantes du Titulaire, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.





En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le Coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et peut, à ce titre, arrêter tout ou partie des travaux.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le Maître d'Ouvrage après avis du Coordonnateur SPS, sont également consignées dans le Registre Journal.

Tout différend entre le Titulaire et le Coordonnateur SPS est soumis au Maître d'œuvre.

1.5.2.3. Moyens donnés au Coordonnateur SPS

1.5.2.3.1 Libre accès

Le Coordonnateur SPS a libre accès aux espaces de travail du Titulaire et au matériel permettant l'organisation et la tenue des réunions.

1.5.2.3.2 Obligations du Titulaire

Le Titulaire communique directement au Coordonnateur SPS :

- + Tous les documents relatifs aux études d'exécution qu'il peut être amené à produire ;
- + Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- + La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- + Chaque version du/des calendrier(s) détaillé(s) d'exécution.

Le Titulaire informe le Coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution des travaux.

Le Titulaire s'engage à :

- + Fournir au Coordonnateur SPS, à sa demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination ;
- + Respecter les modalités pratiques de coopération entre le Coordonnateur SPS et les intervenants qui pourraient être définies par le Maître d'Ouvrage ou la réglementation en vigueur.

Pendant toute la durée de l'exécution du présent marché public, le Titulaire doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le Coordonnateur SPS.

Le Titulaire prend toute mesure d'organisation générale des travaux en concertation avec le Coordonnateur SPS. Les visites d'inspection communes avec le Titulaire ou ses sous-traitants sont effectués avec le Coordonnateur SPS seulement après validation de la Maîtrise d'Ouvrage.

Pour effectuer les visites d'inspection communes, le Titulaire ou ses sous-traitants doivent obligatoirement prendre rendez-vous avec le Coordonnateur SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention et transmettre le PPSPS avant démarrage des travaux.

Dans tous les cas, le Titulaire ou l'un quelconque de ses sous-traitants ne pourront commencer à intervenir sur le chantier avant que le Coordonnateur SPS ait informé le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre de l'intégration des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS).



1.5.2.4. Sécurité et protection des travailleurs

En cas de co-activité d'entreprises sur le terrain, les mesures et dispositions fixées par le Code du travail en matière de sécurité et de protection de la santé font l'objet des plans qui y sont énoncés, notamment en application des sections 2, 4 et 8 du chapitre II du Titre III du Livre V ou de l'article R. 4512-7 de ce code, ainsi que des dispositions de prévention des risques dus à l'amiante.

Par ailleurs, toute intervention sur le Domaine public fluvial (DPF) est susceptible d'entraîner la rédaction d'un PPSPS par le Titulaire ou de clauses spécifiques intégrées dans le Plan de Management de la Qualité Santé Sécurité et Environnement (PMQSSE) du Titulaire, en accord avec les prescriptions de VNF en vigueur. L'obligation de produire un PPSPS sera appréciée en fonction de la co-activité sur le site.

Ces plans, lorsque leur établissement est de la responsabilité du Titulaire, sont communiqués au CSPS, au Maître d'œuvre et au Maître d'Ouvrage lorsque la réglementation l'exige. L'absence de remise de ces plans fait obstacle au commencement de la réalisation des travaux.

Les dispositions du présent article s'imposent, le cas échéant, à chacun des membres d'un groupement ainsi qu'à l'ensemble de leurs sous-traitants.

1.5.2.5. Modalités de coopération entre les différents intervenants

Afin d'assurer au Coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le Maître d'Ouvrage prévoit la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le Coordonnateur SPS conformément aux dispositions de l'article R4532-6 du Code du travail. Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

Le Titulaire devra viser le registre-journal de la coordination chaque fois qu'il sera sollicité par le Coordonnateur SPS. Il pourra y porter ses remarques éventuelles.

En cas de désaccord avec une demande du Coordonnateur SPS qui, soit amènerait le Titulaire à sortir du cadre de sa mission, soit paraîtrait injustifiée pour toute autre raison, le Titulaire fera part de ses observations au Maître d'Ouvrage sous la forme d'un mémoire écrit et motivé dans les meilleurs délais.

1.5.2.6. Hygiène et sécurité des travailleurs et lutte contre le travail dissimulé

1.5.2.6.1 Hygiène et sécurité des travailleurs

Il est entendu que le Titulaire doit être en mesure de justifier, pour lui-même et ses sous-traitants, quel que soit leur rang, sur simple demande du Maître d'œuvre ou du Maître d'Ouvrage, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail. À cet effet, le Titulaire devra, sur demande du Maître d'œuvre ou du Maître d'Ouvrage, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et à ceux de ses sous-traitants.


Au-delà, le Titulaire prend sur le chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente.

Sauf stipulations contraires, il assure notamment l'éclairage et le gardiennage du chantier ainsi que sa signalisation tant intérieure qu'extérieure. Il assure également, en tant que de besoin, la clôture du site.

Il prend toutes les précautions nécessaires pour éviter que les travaux ne causent un danger aux tiers, notamment pour la circulation publique si celle-ci n'a pas été déviée.

Les points de passage dangereux, le long et à la traversée des voies de communication, doivent être protégés par des garde-corps provisoires ou par tout autre dispositif approprié ; ils doivent être éclairés et, au besoin, gardés.





Le Titulaire prend les dispositions utiles pour assurer l'hygiène des installations de chantier destinées au personnel, notamment par l'établissement des réseaux de voirie, d'alimentation en eau potable et d'assainissement, si l'importance du chantier le justifie.

En cas d'inobservation par le Titulaire des prescriptions ci-dessus et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'œuvre peuvent prendre, aux frais du Titulaire, les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures sont prises sans mise en demeure préalable. L'intervention des autorités compétentes, du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'œuvre ne dégage pas la responsabilité du Titulaire.

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'œuvre informent le Titulaire de tout dysfonctionnement occasionné par le personnel intervenant sur le site et entravant le bon déroulement et la réalisation des travaux. Il appartient au Titulaire de prendre toute disposition utile pour remédier au dysfonctionnement constaté.

1.5.2.6.2 Lutte contre le travail dissimulé

Le Titulaire et ses sous-traitants produisent l'ensemble des documents requis par la législation de lutte contre le travail dissimulé, sans qu'il soit besoin pour le Maître d'Ouvrage de formuler une demande expresse, tous les six mois à compter de la notification du marché public. En l'absence de présentation spontanée, le Titulaire est tenu de répondre dans le délai de quinze (15) jours suivant réception de la demande du Maître d'œuvre ou du Maître d'Ouvrage adressée par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine. A défaut de transmission dans ce délai, le Titulaire s'expose à une pénalité de 150 € par jour de retard. Par ailleurs, tout refus de produire ces pièces, après mise en demeure restée infructueuse, pourra conduire le Maître d'Ouvrage à résilier l'accord-cadre aux torts exclusifs du Titulaire.

Il est entendu qu'en cas de groupement d'entreprises, chacun des cotraitants est tenu au respect de ces mêmes obligations, le mandataire étant, pour sa part, responsable de la transmission des pièces justificatives au Maître d'œuvre ou au Maître d'Ouvrage.

Le Titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel, sur le site et en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur. Le cas échéant, le Titulaire se conforme aux dispositions relatives à la carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics.

Le Titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie et qui interviennent dans le périmètre du chantier. Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition du Maître d'œuvre, du coordonnateur SPS et de toute autre autorité compétente. Le Maître d'Ouvrage peut en solliciter la production à tout moment.

Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché.

En cas de détachement de personnel, le Titulaire ou ses sous-traitants ont l'obligation d'effectuer une déclaration préalable de détachement à l'inspection du travail et de désigner un représentant sur le territoire national chargé d'assurer la liaison avec les agents de l'inspection du travail pendant la durée des travaux. La copie de cette déclaration est jointe au registre unique du personnel qui accueille les salariés détachés ainsi qu'à l'enregistrement exhaustif du personnel susmentionné. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'œuvre peuvent exiger à tout moment du Titulaire que ce document leur soit remis.

Toute irrégularité signalée au Maître d'Ouvrage, notamment par les autorités compétentes en charge de la protection des travailleurs, ou dont le Maître d'Ouvrage prendrait connaissance quant à la situation des salariés détachés (art. L. 1261-1 et suivants du Code du travail) ou en matière de travail illégal (art. L. 8211-1 et suivants du Code du travail) est suivie d'une injonction de régularisation qui, si elle n'est pas suivie d'effet dans les délais fixés par la réglementation en vigueur, expose le Titulaire à une pénalité de 1000 €



par travailleur en situation irrégulière et à une pénalité complémentaire de 100 € par jour jusqu'à ce que la situation du travailleur concerné soit régularisée. Au-delà de 10 000 € de pénalité, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché public aux torts exclusifs du Titulaire. De plus, et quand bien même ce plafond de pénalité ne serait pas atteint, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'en faire de même afin d'éviter toute situation dans laquelle sa responsabilité pourrait être mise en jeu de manière solidaire en application des dispositions du Code du travail.

1.5.3. Devoir de Conseil

Sans préjudice des dispositions des articles 55 du C.C.A.G-Travaux (Différends), le Titulaire est tenu, en permanence, de s'assurer des conditions d'exécution des travaux et prestations associés prévus par le marché.

À ce titre, il a l'obligation de signaler, dès qu'il doit en avoir connaissance, par écrit au Maître d'œuvre avec copie au Maître d'Ouvrage, l'existence de toute situation, quelle qu'en soit sa nature, qu'il estime non prévue au marché et qui serait susceptible d'avoir des incidences sur les délais d'exécution ou les coûts du marché.

Les situations visées dans le présent article concernent celles qu'un entrepreneur normalement compétent ne peut méconnaître dans le cadre de la période de préparation ou lors de l'exécution du marché.

Dans le cas où le Titulaire présenterait une demande de règlement complémentaire consécutive à une situation qu'il n'aurait pas signalée ou trop tardivement, cette demande serait rejetée pour ce seul motif.

1.5.4. Évolution réglementaire

Dès qu'il a connaissance d'un projet d'évolution de la réglementation ou des normes étant susceptibles d'avoir des incidences sur les travaux et prestations associés réalisés, ou de façon générale sur les ouvrages objet du marché, le Titulaire est tenu d'en informer le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage.

A l'appui de cette information, il devra préciser dans une note la nature de cette évolution, la nature des incidences sur le projet, notamment tant en termes technique, financier, garanties, exploitation et maintenance ainsi qu'en termes d'impact sur le planning. La rédaction de cette note et de l'analyse de ces conséquences sur le projet sont comprises dans l'offre du Titulaire.

La décision d'intégrer cette évolution technique au projet sera notifiée au Titulaire, par le Maître d'Ouvrage dans un délai de 21 jours suivant la réception de ladite note. S'il y a lieu, un avenant sera signé entre les parties afin d'intégrer les modifications du marché, notamment en termes de délai et de prix.


Le défaut de respect de cette procédure par le Titulaire l'expose à devoir supporter les conséquences de la mise en œuvre de cette évolution de réglementation ou de normes impactant les ouvrages ou leur mode de réalisation.

1.5.5. Protection de l'environnement et développement durable

L'organisation du management environnemental et les mesures de protection de l'environnement et de développement durable sont détaillées dans la Notice de respect du développement durable (NDD) annexée au CCTP (Annexe n°1).

Le Titulaire veille à ce que les travaux qu'il réalise respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de préservation des espaces environnants et de sécurité des personnes tiers à l'opération.





Plus particulièrement, le Titulaire doit identifier les nuisances potentielles de ses activités sur l'environnement et prendre toutes les mesures possibles pour les prévenir. Le Titulaire doit également identifier un référent « Développement Durable » au sein de son organisation.

Ces éléments sont formalisés au sein d'un plan de management Développement Durable (PMDD-Entreprise), déclinant le schéma organisationnel du plan de management Développement Durable (SOPMDD-Entreprise) transmis au sein de son offre. Ce document est conforme aux exigences réglementaires et aux pièces du présent marché.

De plus, et en complément des dispositions de l'article 36 du CCAG Travaux, le Titulaire effectue le suivi de la gestion des déchets conformément à son Schéma Organisationnel de Suivi des Déchets (SOSED) dont une version préparatoire a été rédigée au sein de l'offre. Ce document est soumis au VISA du Maître d'œuvre au cours de la période préparatoire.

Le titulaire effectue le suivi de la gestion des terres excavées et sédiments conformément aux dispositions du CCTP en la matière.

Par ailleurs, conformément à la NDD le Titulaire :

- + Organise le management environnemental du chantier,
- + Réalise les documents de référence environnement en phase de consultation et de réalisation des travaux,
- + Applique les prescriptions et mesures environnementales relatives au chantier.

1.6. ÉMISSION ET FORMES DES BONS DE COMMANDE

Sans objet.

1.7. ORDRES DE SERVICE


Au titre de sa mission DET et conformément à l'article 3.8 du CCAG Travaux, le Maître d'œuvre est, par principe, chargé d'émettre les ordres de service à destination du Titulaire. Ces ordres de services sont écrits, numérotés, datés et signés du Maître d'œuvre.

Toutefois et en application de l'article 3.8.1 du CCAG Travaux, certains ordres de services doivent nécessairement, avant diffusion au Titulaire, être contresignés par le Maître d'Ouvrage. Tel est notamment le cas des ordres de service ayant pour effet de modifier les délais d'exécution des travaux, les coûts d'exécution (qu'il s'agisse notamment du montant global des travaux ou d'un prix nouveau) ou de modifier les travaux à réaliser, tant s'agissant de leur nature que de leur volume. Enfin, et au-delà, le Maître d'Ouvrage est, en tout état de cause, en capacité d'émettre tout ordre de service à l'intention du Titulaire, indépendamment de l'intervention du Maître d'œuvre.

Les ordres de service notifiés au Titulaire, que ce soit par le Maître d'œuvre ou par le Maître d'Ouvrage, seront transmis au Titulaire en 1 exemplaire original par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La date de notification de l'OS correspond à sa date de réception par le Titulaire.

Dans tous les cas, il appartient au Titulaire de retourner à l'expéditeur (Maître d'œuvre en principe, Maître d'Ouvrage éventuellement) l'exemplaire original de l'OS dûment signé par ses soins et éventuellement assorti de réserves par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine. Cette date de signature et de renvoi à l'expéditeur est sans influence sur la date d'effet de l'OS, laquelle demeure être la date à laquelle le Titulaire a réceptionné ledit OS.

S'agissant des éventuelles observations que le Titulaire pourrait souhaiter transmettre, et par dérogation aux dispositions de l'article 3.8.2 du CCAG-Travaux, celles formulées ultérieurement à un délai de 8 jours



après réception de l'OS seront considérées comme irrecevables. Il est entendu que sous peine d'irrecevabilité desdites observations, le Titulaire doit, dans le même temps, proposer au Maître d'œuvre et au Maître d'Ouvrage toute solution permettant d'y répondre.

1.8. CLAUSE DE REEXAMEN – MODIFICATION EN COURS D'EXECUTION DES TRAVAUX

Il est entendu que le présent article constitue une clause de réexamen au sens de l'article R2194-1 du Code de la commande publique.

1.8.1. Dispositions générales

Le Maître d'Ouvrage pourra mettre en œuvre en cours d'exécution du présent marché les modifications prévues au présent article.

Les modifications apportées pendant l'exécution du présent marché peuvent être effectuées à la demande du Maître d'Ouvrage ou sur proposition du Titulaire.

Dans le cas où les travaux et prestations associées viendraient à être modifiés, il sera fait application des dispositions prévues aux articles 13 et 30 du CCAG-Travaux.

1.8.2. Modifications à la demande du Titulaire

Le Titulaire est engagé sur son offre et par conséquent sur des solutions techniques et sur des équipements et des produits déterminés (marques, fiches produits, références...).

Si au cours de la réalisation des travaux et prestations associées le Titulaire souhaite changer une solution, un équipement ou un produit, il devra au préalable recueillir l'accord écrit du Maître d'œuvre et du Maître d'Ouvrage.

Les modifications n'ayant pas été acceptées par le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage ne peuvent pas être mises en œuvre par le Titulaire.

1.8.3. Conditions d'établissement du prix de la modification

Le présent article concerne les travaux et prestations associées modificatifs pour lesquels le marché n'a pas prévu de prix.


Les prix nouveaux sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix.

Les prix contenus dans le BPU constituent les prix servant de base à la détermination des prix des travaux et prestations associées modificatifs.

En l'absence de prix pertinents, les sous-détails de prix du BPU sont utilisés pour l'établissement des prix nouveaux.

1.9. CLAUSE D'AUDIT

La Société du Canal Seine-Nord Europe bénéficie d'un financement de la Commission Européenne au titre du « Mécanisme d'Interconnexion en Europe » (MIE). Conformément à l'article II.9.1 de l'accord de



financement, la SCSNE doit veiller à ce que l'Innovation and Networks Executive Agency (INEA), la Commission Européenne, l'Office européen de lutte antifraude et la Cour des comptes européenne puissent exercer, envers les titulaires des marchés conclus par la SCSNE, les droits en matière de contrôles financiers et d'audits que leur confère l'article II.27 de ce même accord de financement.

Il est précisé que, conformément à l'article 24, paragraphe 2 du règlement MIE, ces contrôles financiers et d'audits concernent, en cas de groupement, chacun des co-traitants de celui-ci, ainsi que l'ensemble des sous-traitants.

Les organismes de l'Union Européenne susmentionnés peuvent effectuer ces contrôles financiers et audits, tant à distance que sur place. Les entreprises concernées sont tenues de faire preuve de la plus grande diligence pour répondre aux éventuelles sollicitations de ces organismes, leur transmettre l'ensemble des informations et documents demandés et, le cas échéant, les accueillir dans les meilleures conditions.

Les informations et les documents fournis dans le cadre de ces contrôles financiers et audits sont traités de manière confidentielle par les organismes de l'Union Européenne.

1.10. LANGUE APPLICABLE

Les correspondances relatives au présent marché sont rédigées en langue française. Tous les documents, demandes de paiement (factures), modes d'emploi doivent être rédigés en français.

L'ensemble des livrables et documents produits par le Titulaire le seront en français.

En cas d'entreprise étrangère, le Titulaire est dans l'obligation d'avoir un interlocuteur comprenant et parlant couramment le français.

1.10.1. Prévention de la sécurité


Pour garantir la sécurité des travailleurs et des visiteurs sur le chantier lors de la réalisation de tâches signalées par le CSPS, le Maître d'œuvre ou le Maître d'ouvrage comme présentant un risque pour la sécurité des personnes et des biens, une formation est dispensée à l'ensemble des personnels affectés à l'exécution de ces tâches, quelle que soit leur nationalité ; cette formation donne lieu, lorsque les personnels concernés directement par ces tâches ne maîtrisent pas suffisamment la langue française, à l'intervention d'un interprète qualifié aux frais du Titulaire et après information du CSPS et du maître d'œuvre.

1.10.2. Protection sociale

Pour permettre au Maître d'ouvrage d'exercer son obligation de prévention et de vigilance en matière d'application de la législation du travail, et sur demande du CSPS, du Maître d'œuvre ou du Maître d'ouvrage, l'intervention d'un interprète qualifié peut être demandée aux frais du Titulaire, afin que le Maître d'ouvrage puisse s'assurer que les personnels présents sur le chantier et ne maîtrisant pas suffisamment la langue française, quelle que soit leur nationalité, comprennent effectivement le socle minimal de normes sociales qui, en vertu notamment de l'article L.1262-4 du code du travail, s'applique à leur situation.

1.10.3. Défaut de recours à un interprète

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d'un interprète, le maître d'ouvrage désignera un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs seront comptabilisés comme pénalités



au titre de l'article afférent du présent cahier de clauses administratives particulières ; une pénalité forfaitaire sera également appliquée. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché/de l'accord-cadre pourrait être prononcée aux frais et risques du titulaire.

NB : une liste des experts et traducteurs agréés est disponible dans le ressort de chaque Cour d'Appel et est accessible via le site de la Cour de cassation.

1.11. FINANCEMENT EUROPEEN

Dans le cadre de l'action de la commission européenne Seine-Escaut 2020, 2014-EU-TM-0373-M, le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (Mtes), les autorités flamandes Vlaamse Overheid et la région Wallonne - service de Wallonie SPW - ont signé avec l'agence exécutive de la Commission européenne (INEA) Innovation and Networks Executive Agency, une convention de financement en date du 1^{er} décembre 2015 (n° INEA/CEF/TRAN/M2014/1049/241) par laquelle, dans le cadre du projet de liaison Seine-Escaut, les études et les travaux relatifs au canal Seine Nord Europe ainsi que les études relatives à l'Oise, au Nord Pas de Calais et à la Seine Aval, sont financés par l'Europe à hauteur de 40% pour les travaux et 50% pour les études.

La convention de financement susvisée indique que les attributaires des marchés n'ont pas de droits à l'égard de l'Agence au titre de la convention.

En conséquence, le Titulaire du présent marché renonce à tout droit, recours direct ou indirect, de quelque nature que ce soit à l'égard de l'Agence INEA au titre du financement européen dont le Maître d'Ouvrage bénéficie pour la réalisation de l'action Seine-Escaut 2020 à laquelle le présent marché concourt.

1.12. TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS CONTRACTES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

En application de l'article 14 de l'ordonnance n°2016-489 du 21 avril 2016, au fur et à mesure de l'achèvement des tronçons du CSNE, le domaine public fluvial géré par SCSNE sera confié par arrêté du ministre chargé des transports à VNF.

Alors, l'ensemble des droits et obligations contractés par SCSNE en tant que maître d'ouvrage du CSNE seront transférés à VNF. Tel sera le cas de l'ensemble des droits et obligations contractés par SCSNE au titre de l'exécution du présent marché et qui perdureraient au jour dudit transfert.

2. INTERVENANTS

2.1. MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrage et Pouvoir Adjudicateur est l'établissement public local Société du Canal Seine-Nord Europe (SCSNE). Le Représentant du Maître d'Ouvrage et Représentant du Pouvoir Adjudicateur est le Président du Directoire de SCSNE.

Le Président du Directoire peut désigner toute personne pour le remplacer, pour suivre l'exécution des travaux du présent marché et est compétent pour passer les différents actes d'exécution (OS, bons de



commande, etc...). Il reçoit du Titulaire les pièces concrétisant l'avancement des travaux, ainsi que tous les documents permettant le règlement de ces derniers.

Dans l'ensemble du présent document, le terme "Maître d'Ouvrage" (MOA) désigne l'établissement public qui assure la maîtrise d'ouvrage du projet Canal Seine-Nord Europe.

2.2. EXPLOITANT VNF (OISE, AISNE, CLO, CDN, CSNE)

Les deux Directions Territoriales (DT) du Nord Pas-de-Calais et du Bassin de la Seine de l'établissement public Voies Navigables de France (VNF) sont les exploitants actuels des voies d'eau de la liaison Seine-Escaut concernées par la mise en place du nouveau CSNE, à travers un certain nombre d'unités territoriales d'itinéraire (UTI). Pour la DT Nord Pas-de-Calais, les UTI suivantes sont concernées :

1. UTI Escaut-St Quentin : inclut la partie nord du Canal du Nord
2. UTI Deûle-Scarpe
3. UTI Flandres-Lys

Pour la DT Bassin de la Seine, c'est l'UTI Seine nord qui assure l'exploitation de la partie sud du canal du Nord, de la partie du canal de la Somme non décentralisée, du canal latéral à l'Oise, de l'Oise à l'aval du pont du Plessis-Brion et de la rivière Oise canalisée et de la rivière Aisne canalisée.

Certains travaux étant réalisés sous exploitation, les UTI concernées seront tenues informées ou associées sur l'ensemble des sujets susceptibles d'avoir des impacts sur l'exploitation des canaux existants.

VNF sera le futur exploitant de l'infrastructure CSNE.

2.3. ASSISTANTS AU MAITRE D'OUVRAGE / CONDUITE D'OPERATION

Le Maître d'Ouvrage a confié au groupement Setec / Royal Haskoning – DHV (Setec/RHDHV) les fonctions d'assistance à maîtrise d'ouvrage générale et de conduite des opérations (AMO-COP) pour l'ensemble du projet.

Dans l'ensemble du marché, le terme AMO-COP représente le groupement Setec/RHDHV.

2.4. MAITRE D'ŒUVRE

Le Maître d'œuvre désigné pour le suivi de la réalisation des travaux objet du présent marché est le groupement ONE (EGIS, INGEROP, ISL, SBE, AEI et Michel Desvigne Paysage), lequel est en charge de la maîtrise d'œuvre pour la construction du secteur « Ecluses et Systèmes » du Canal Seine-Nord Europe.

Dans l'ensemble du marché, le terme MOE représente le groupement ONE (EGIS, INGEROP, ISL, SBE, AEI et Michel Desvigne Paysage), dont les coordonnées sont : ONE - 14 rue du Fonds Pernant - Bâtiment I - 60200 Compiègne.

Conformément aux dispositions du marché dont il est titulaire, le Maître d'œuvre s'est vu confié les missions suivantes :

- + Mission AVP / PRO / ACT / VISA-R / DET / AOR
- + MC01 : Procédures administratives préalables aux travaux





- + MC02 : Acquisitions de données complémentaires
- + MC03 - Dévoiements de réseaux
- + MC04 : Études des dispositions relatives au doublement futur des écluses
- + MC05 : Modèles physiques des écluses
- + MC06 : Études d'alimentation électrique des ouvrages du CSNE en phase B études
- + MC07 Assistance auprès du MOA pour la concertation, la démarche participative et la communication en phase B études
- + MC08 : Gestion de l'exploitation sous chantier en phase B études
- + MC09 : Gestion des interfaces en phase B études
- + MC10 : Assistance pour la mise en œuvre du contrôle extérieur en phase B études
- + MC11 : Synthèse en phase B études
- + MC12 : Assistance auprès du MOA pour la concertation, la démarche participative et la communication en phase C travaux
- + MC13 : Gestion de l'exploitation sous chantier en phase C travaux
- + MC14 : Gestion des interfaces en phase C travaux
- + MC15 : Assistance auprès du MOA pour les marchés de contrôle extérieur en phase C travaux
- + MC16 : Autres procédures administratives préalables à la mise en service
- + MC17 : Synthèse en phase C travaux
- + MC18 : Études d'alimentation électrique des ouvrages du CSNE en phase C travaux
- + MC19 : Gestion de projet
- + MC20 : Suivi de la logistique fluviale et/ou ferroviaire
- + MC21 : Gestion de l'interface téléconduite avec le PCC
- + MC22 : Assistance durant une première période d'exploitation

La mission d'Ordonnancement, de Pilotage et de Coordination Générales du projet (OPC-G) est assurée par le maître d'ouvrage.

2.5. COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

Le Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS) désigné au titre des travaux objet du présent marché est la société BUREAU VERITAS CONSTRUCTION.

2.6. AUTRES INTERVENANTS

La liste complète des intervenants figure dans la documentation QSSE du projet.





2.7. TITULAIRE

Le Titulaire s'engage, pour l'exécution des travaux et des prestations associées, à affecter le personnel et les moyens matériels prévus dans son offre, notamment s'agissant de la qualification des personnels, des performances des équipements ou des durées d'affectation. Il consacre à l'accomplissement des travaux et des prestations associées les moyens humains et matériels nécessaires afin de respecter les délais d'exécution fixés par le présent marché public.

2.7.1. Changement dans la situation juridique du Titulaire

Durant la période de validité du marché, le Titulaire (le mandataire et chacun des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises) est tenu de communiquer par écrit au Maître d'œuvre et au Maître d'Ouvrage tout changement, notamment quant au statut de la société, y compris les changements d'intitulé du compte sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre de l'exécution du présent marché.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le Titulaire est informé que le Maître d'œuvre et Maître d'Ouvrage ne sauraient être tenus pour responsable des retards de toute nature et notamment de paiement des demandes de paiement (factures) présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'Acte d'Engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont le Maître d'œuvre et Maître d'Ouvrage n'auraient pas eu connaissance.

En complément de l'article 3.4.2 du CCAG-Travaux, le Titulaire doit obligatoirement notifier au Maître d'œuvre et au Maître d'Ouvrage toute modification ayant pour effet de substituer à la personne morale signataire du présent marché une entité juridique différente ou d'entraîner un changement de contrôle de la société. Il en est de même de tout projet de fusion en cas de cession totale ou partielle d'activité ainsi qu'en cas de redressement ou de liquidation judiciaire.

Les modifications entraînant la cession et la reprise des obligations contractuelles du marché par une personnalité juridique différente du Titulaire n'emportent pas l'accord automatique du Maître d'Ouvrage. L'accord, le cas échéant, se matérialise par la conclusion d'un avenant de transfert. Le désaccord est motivé et notifié par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine.

En complément de l'article 50.3.1.h) et par dérogation à l'article 50.3.2 du CCAG-Travaux, en cas de modification de nature à compromettre la bonne exécution du marché, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de résilier le présent marché public sans mise en demeure préalable, par simple notification par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine.


2.7.2. Obligations des entrepreneurs en groupement

Dans le cas où le Titulaire en charge du présent marché public est un groupement momentané d'entreprises, il est fait application des dispositions de l'article 3.5 du CCAG Travaux. Toutefois, en complément, il est précisé ce qui suit :

2.7.2.1. Généralités

Le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement dans les obligations de celui-ci à l'égard du Maître d'œuvre et du Maître d'Ouvrage jusqu'à la fin du délai de garantie de parfait achèvement. Le mandataire représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis du Maître d'œuvre et du Maître d'Ouvrage pour l'exécution du marché public. Il se porte garant de la totalité de l'exécution des travaux, prestations associées et obligations au titre du présent marché public.





Le Maître d’Ouvrage se réserve la faculté de demander au mandataire la communication de la convention de groupement.

2.7.2.2. Missions du mandataire

Outre les tâches qui peuvent lui être assignées par les autres dispositions du présent CCAP, la mission du mandataire comprend notamment les obligations décrites ci-après :

2.7.2.3. Obligation de représentation des cotraitants

Pour l’exécution du marché, le mandataire du groupement a les obligations de représentations des cotraitants suivantes vis-à-vis, notamment, du Maître d’œuvre et du Maître d’Ouvrage :

- + la transmission avec les directives appropriées et dans les délais les plus courts, aux cotraitants concernés, de toutes instructions, notes, plans, directives, ordres de service, etc. émanant du Maître d’Ouvrage ou du Maître d’œuvre ;
- + la mise en place et le suivi de l’ensemble des obligations en matière de sécurité des travailleurs et de lutte contre le travail dissimulé et ce pour l’ensemble des membres du groupement (cf. Article 1.5.2 ci-dessus) ;
- + la centralisation et la présentation des documents de suivi de l’avancement des travaux et de l’ensemble des autres communications émanant de l’un quelconque des cotraitants (mémoires, réserves, réclamations, etc.) ;
- + la représentation de chacun des cotraitants en cas de contestation concernant notamment les instructions données le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’œuvre ;
- + la transmission au Maître d’œuvre en temps voulu des projets de décomptes, conformément à l’article 5.6.1 ci-dessous ;
- + la transmission au Maître d’œuvre des plans d’exécution des ouvrages pour visa ;
- + la transmission au Maître d’œuvre et au Maître d’Ouvrage des déclarations de sous-traitance présentées par l’un quelconque des cotraitants ;
- + la transmission en temps voulu de toute information nécessaire à la réception des travaux des cotraitants et à la levée des réserves éventuelles ;
- + La transmission au Maître d’œuvre et au Maître d’Ouvrage de la répartition des pénalités entre les cotraitants ; à défaut, l’intégralité des pénalités est retenue au mandataire.

2.7.2.4. Obligation de coordination

- + Si le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’œuvre le requièrent, être leur interlocuteur unique ;
- + Assurer sous sa responsabilité les missions de coordination, notamment technique, au sein du groupement, à savoir :
 - centraliser et mettre en cohérence dans le respect des objectifs du marché, les éléments des calendriers détaillés élaborés par les différents membres du groupement ;
 - transmettre aux membres du groupement les informations de toute nature, relatives notamment au contrôle et à la mise en application du planning de réalisation des travaux et prestations associées ;
 - veiller au respect des principes d’organisation des installations de chantier ;
 - veiller au respect des dispositions relatives au respect de l’environnement et des exigences en termes de qualité des différents cotraitants et éventuels sous-traitants ;



- mettre en concordance les méthodes et les processus d'exécution des ouvrages de chacun des membres du groupement ;
- coordonner les études d'exécution des ouvrages de chacun des membres du groupement ;
- vérifier et transmettre les éléments nécessaires pour l'établissement du Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO) pour l'ensemble du groupement ;
- assurer la coordination de l'établissement du dossier des ouvrages exécutés ;
- + suivre l'application des dispositions du marché par les différents membres du groupement et provoquer l'étude de solutions à apporter aux difficultés qui entraveraient l'exécution des travaux ;
- + gérer les interfaces de chantier et en supporter les coûts ;
- + participer à la coordination avec des intervenants extérieurs en interface avec le marché ;
- + s'assurer du respect par l'ensemble des membres du groupement des exigences en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.

2.7.2.5. Défaillance du mandataire

En cas de défaillance du mandataire, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de demander aux autres membres du groupement la désignation d'un nouveau mandataire. La convention de groupement établie entre les cotraitants devra prévoir le cas où, après mise en demeure par le Maître d'Ouvrage, celui-ci fait cette demande.

La défaillance du mandataire est constituée quand il ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent au titre du présent marché tant s'agissant de la réalisation des travaux et prestations associées dont il a la charge que des missions de représentation et de coordination décrites ci-dessus. Cette défaillance est constatée dès mise en demeure du mandataire par le Maître d'Ouvrage restée infructueuse dans un délai de 15 jours calendaires après réception.

La convention de groupement doit prévoir cette situation et les modalités de désignation du nouveau mandataire, lequel devra être présenté à l'agrément du Maître d'Ouvrage par dérogation à l'article 52.7.2 du CCAG-Travaux dans un délai de 15 jours calendaires suivant la réception de la mise en demeure adressée par ce dernier aux autres membres du groupement.

En cas de rejet par le Maître d'Ouvrage du mandataire proposé par le groupement ou en l'absence de désignation d'un nouveau mandataire par le groupement, le Maître d'Ouvrage peut demander à ce que soit désigné comme mandataire le membre du groupement ayant à exécuter la part financière la plus importante d'ici la fin du marché ou résilier aux torts exclusifs du Titulaire. Le cas échéant, les conséquences de cette résiliation seront supportées par les membres du groupement uniquement, le Maître d'Ouvrage n'ayant aucunement l'obligation d'indemniser les cotraitants non défaillants dans ce cadre.

2.7.2.6. Transmission de documents entre le groupement et le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre

Le mandataire transmet au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre tout document émanant d'un des membres du groupement.

Les transmissions au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre qui ne passeraient pas par le mandataire ne sont pas admises.

Par principe, le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre adressent leurs courriers et documents au mandataire du groupement. Ils se réservent toutefois la possibilité de s'adresser directement à l'un des membres du groupement, avec copie au mandataire.





2.7.2.7. Obligations des cotraitants

Chaque cotraitant doit, à l'égard du groupement :

- + désigner auprès du groupement un représentant qualifié et muni des pouvoirs nécessaires pour prendre toutes décisions utiles, assister aux réunions diverses, dont réunions de coordination et réunions de chantier ;
- + fournir au mandataire pour transmission au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre tout document prévu au marché ou nécessaire à la réalisation de l'opération ;
- + faire connaître l'état d'avancement des travaux et prestations associées dont il est attributaire pour le suivi de l'opération et sa planification.

2.7.2.8. Défaillance d'un cotraitant

La défaillance d'un cotraitant est constituée lorsque, durant la réalisation des travaux, le cotraitant considéré ne remplit pas sa mission dans les délais impartis après mise en demeure du Maître d'Ouvrage. Tous les frais et préjudices résultant de la défaillance d'un cotraitant seront assumés par les membres du groupement, selon l'organisation retenue par eux-mêmes. En aucun cas le Maître d'Ouvrage ne doit supporter une quelconque conséquence due à la défaillance de l'un des cotraitants.

Si suite à la défaillance constatée de l'un des cotraitants le groupement ne parvient pas à le remplacer et à se réorganiser dans un délai qui est fixé, par dérogation à l'article 52.7.2 du CCAG-Travaux, à 15 jours calendaires après mise en demeure adressée par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Ouvrage sera en droit de prononcer la résiliation du présent marché aux torts exclusifs du groupement. De la même manière, le Maître d'Ouvrage ne saurait en aucune manière être tenu d'indemniser les membres non défaillants du groupement à ce titre.


2.7.3. Profils clés et astreinte

2.7.3.1. Représentant du Titulaire et profil clé

Le Titulaire désigne le directeur des travaux mentionné à l'Acte d'Engagement comme la personne habilitée à le représenter, à échanger avec le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre et, le cas échéant, à engager le Titulaire au titre de tout acte ou décision relevant de l'exécution normale du présent marché et des travaux et prestations associées. A cet égard, il est entendu que les pouvoirs du directeur des travaux ne couvrent pas nécessairement le fait d'engager le Titulaire au titre des modifications et/ou évolutions du marché, ces évolutions incluant notamment la signature de tout avenant à ce dernier.

Le directeur des travaux ainsi désigné doit disposer d'une expérience d'au moins 5 ans dans les travaux publics, avec au moins 3 références sur un marché similaire. Le directeur des travaux en tant que profil clé sur ce chantier sera l'interlocuteur principal et privilégié du Maître d'Ouvrage et du Maître d'œuvre pour la gestion opérationnelle des travaux et prestations associées. Il en sera de même, et de manière spécifique, s'agissant du suivi des obligations du Titulaire liées à la mise en œuvre de la démarche Grand Chantier dans le cadre du présent marché.

Le directeur des travaux pourra être convoqué à toute réunion, moyennant un préavis de trois (3) jours ouvrés, et devra y être impérativement présent sous peine de pénalités. Il assurera un rôle transversal entre les différents intervenants du projet et entre les différents membres du groupement le cas échéant.



Le directeur des travaux devra mobiliser une équipe susceptible d'apporter les valeurs ajoutées et compléments nécessaires à la réalisation, dans les règles de l'art, de l'ensemble des travaux et prestations associées, en évitant les « doubles emplois » par rapport aux autres membres de l'équipe mais aussi en couvrant toutes les compétences attendues pour mener à bien la mission. Le Titulaire fera remonter au Maître d'œuvre et au Maître d'Ouvrage les alertes relatives à la bonne exécution du marché et adaptera avec diligence les moyens mis en œuvre de manière à faire face à tout aléa normalement prévisible.

En cas de nécessité de remplacement du directeur des travaux pour quelque cause que ce soit, le Titulaire doit suivre la procédure définie ci-après.

Le Titulaire peut également faire le choix de confier tout ou partie des compétences du directeur des travaux à tout autre membre de son équipe intervenant dans le cadre du présent marché par le biais d'un écrit dûment daté et signé, précisant la ou les matières déléguées et, le cas échéant, la durée de cette délégation. A compter de son information, le Maître d'Ouvrage dispose d'un délai de deux (2) semaines pour accepter ou non cette délégation. Il est entendu que le silence gardé par le Maître d'Ouvrage pendant ce délai vaut acceptation de sa part de la délégation concernée.

En cas de départ pour quelque cause que ce soit d'un membre de l'équipe disposant d'une telle délégation, le Titulaire doit également se conformer aux dispositions ci-après dès lors que le Titulaire envisage de confier une nouvelle délégation au remplaçant.

2.7.3.2. Astreinte

Afin de pallier les périodes pendant lesquelles le profils-clé n'est pas présent sur le chantier, le Titulaire doit désigner une personne dite « d'astreinte » disposant des mêmes prérogatives et des mêmes moyens d'action.

Cette personne d'astreinte doit être joignable 24h/24h et demeurer à moins d'1h autour du chantier.

Il appartient au Titulaire de désigner la personne d'astreinte au sein de l'Acte d'Engagement. Pendant la période de préparation, le Titulaire transmet au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre le planning de la personne d'astreinte et ses coordonnées.

Cette personne d'astreinte doit être en mesure de prendre toutes décisions utiles à la bonne organisation des travaux, y compris en cas d'urgence (accident, incident, sinistre). En particulier, et si la situation le nécessite, la personne d'astreinte doit soit faire intervenir en urgence une équipe d'intervention du Titulaire qui disposera du matériel nécessaire pour réaliser tout type de réparations soit demander l'intervention de sociétés spécialisées.

2.7.3.3. Remplacement du profil-clé et de l'astreinte

Dans le cas où le directeur des travaux, la personne désignée d'astreinte dans les conditions définies ci-dessus n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le Titulaire doit :

- + remettre immédiatement au Maître d'œuvre un avis de départ indiquant la date d'indisponibilité du personnel et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des travaux et prestations associées ; en tout état de cause, le Titulaire doit, par principe et sauf impossibilité dûment justifiée et ne dépendant pas de sa volonté, respecter un délai de prévenance d'au minimum deux (2) mois entre l'information transmise au Maître d'œuvre et le départ effectif du personnel concerné ;
- + proposer un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception par le Maître d'œuvre de l'avis de départ ; le Titulaire prend à sa charge les éventuels coûts supplémentaires occasionnés par



ce changement, notamment s'agissant de la période de « tuilage » réalisée avant le départ du profil remplacé.

Au vu de l'avis rendu par le Maître d'œuvre dans un délai de **sept (7) jours calendaires** à compter de la réception de la proposition de remplacement formulée par le Titulaire, le Maître d'Ouvrage accepte ou refuse ledit remplacement dans un délai de **quinze (15) jours calendaires** à compter de cette même date de réception de la proposition de remplacement. En cas de non-acceptation, le Titulaire dispose, à compter de la réception de la décision du Maître d'Ouvrage, d'un nouveau délai de **quinze (15) jours calendaires** pour proposer un autre remplaçant. Si ce dernier n'est pas accepté par le Maître d'Ouvrage dans le délai de **quinze (15) jours calendaires** à compter de la nouvelle proposition de remplacement (le tout après nouvel avis du Maître d'œuvre rendu dans un délai de **7 jours calendaires**), le Titulaire s'expose à l'application de pénalités de retard ainsi qu'à la résiliation du marché public à ses torts.

La décision de récusation prise par le Maître d'Ouvrage est motivée. Les avis, propositions et décisions du Maître d'Ouvrage sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 3.3 du présent CCAP. A défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le Maître d'Ouvrage, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 16 du présent CCAP.

En complément de l'article 50.3 du CCAG-Travaux, le Titulaire encourt ainsi la résiliation du marché dans les cas suivants :

- + Le Titulaire ne désigne pas de remplaçant dans les délais requis à compter de l'avis de départ ou de la non-acceptation du premier remplaçant proposé ;
- + Le Maître d'Ouvrage récusé le second remplaçant proposé.

Les pénalités de retard encourues pour non-respect du délai de prévenance ou non remplacement de ces profils dans les délais prévus sont appliquées sur les acomptes du marché émis postérieurement à la date d'indisponibilité constatée du personnel « profil clé » ou de la personne désignée d'astreinte.

2.8. SOUS-TRAITANCE

2.8.1. Sous-traitance directe

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de ce marché public, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le Maître d'Ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant. Toutefois, la sous-traitance totale est interdite et le Titulaire reste entièrement responsable de l'exécution du marché.


Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-Travaux, précisées dans le présent CCAP. Le formulaire DC4 – Déclaration de sous-traitance établi par la Direction des affaires juridiques du Ministère de l'Economie et des Finances et accessible via le lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> (version avril 2019) permet au Titulaire de présenter au Maître d'Ouvrage les sous-traitants qu'il entend faire accepter et dont il souhaite que les conditions de paiement soient acceptées par le Maître d'Ouvrage.

En cas de sous-traitance, le Titulaire devra respecter les exigences imposées par l'article 15 ci-dessous relatif à la gestion des données à caractère personnel.

Si le Titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant établi à l'étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre une déclaration du sous-traitant ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français soient les seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché de travaux n° ayant pour objet »





*Ceci concerne notamment l'ensemble de la réglementation applicable à la sous-traitance, notamment les dispositions contenues au sein du Code de la commande publique.
Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 5.6 du CCAP du marché conclu entre l'entreprise principale et le Maître d'Ouvrage.
Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français ».*

2.8.2. Déclarations de sous-traitance et plan de sous-traitance

2.8.2.1. Déclarations de sous-traitance

Tous les sous-traitants, quel que soit leur rang (sous-traitance directe ou indirecte), doivent être présentés à l'agrément du Maître d'Ouvrage dans un délai de **vingt-et-un (21) jours** avant toute intervention. Ce délai pourra être réduit en cas d'urgence, sur accord préalable du Maître d'Ouvrage et sous réserve que ladite situation n'ait pas pour origine un quelconque manquement du Titulaire.

Sauf cas d'urgence dûment accepté par le Maître d'Ouvrage, le non-respect par le Titulaire du délai de présentation à l'agrément d'un nouveau sous-traitant implique l'application de la pénalité dédiée prévue à l'article ci-dessous.

En tout état de cause, et avant toute intervention, les sous-traitants doivent :

- + avoir été acceptés, leurs conditions de paiement doivent impérativement avoir été agréées par le Maître d'Ouvrage ;
- + avoir obtenu le visa ou avoir fait valider l'ensemble des documents listés à l'article 9.2.1 « Établissement des documents » qui les concernent (période de préparation à l'intervention du sous-traitant).

En cas d'intervention de sous-traitants non agréés ou n'ayant pas respecté les obligations préalables en matière documentaire évoquées ci-dessus, le Titulaire encourt la résiliation du marché.

Conformément à l'article R2193-3 du Code de la commande publique, l'acte spécial précise les éléments suivants :

- + la nature des travaux ou prestations associées dont la sous-traitance est prévue
- + le nom, la raison ou la dénomination sociale, l'adresse du sous-traitant proposé
- + le montant maximum des sommes à verser par paiement direct à chaque sous-traitant
- + les conditions de paiement et, le cas échéant, les modalités de variation des prix
- + le cas échéant, les capacités professionnelles et financières de chaque sous-traitant

Par ailleurs, le Titulaire devra remettre une attestation du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner. Il devra également établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant, conformément à l'article R2193-3 du Code de la commande publique. Toutes les pièces relatives à la déclaration et aux paiements des sous-traitants, transmises par le Titulaire au Maître d'Ouvrage, doivent être établies en euros.

Au terme de son intervention, chaque sous-traitant mobilisé doit émettre un quitus par lequel il reconnaît avoir reçu paiement de l'intégralité des sommes correspondant aux travaux et prestations associées réalisés par ses soins, ceci ayant pour effet d'éteindre toute possibilité de demande de paiement direct à l'égard du Maître d'Ouvrage.

Conformément à l'article 5.6.1 ci-dessous, le projet de décompte final du marché public doit être accompagné de l'ensemble des quitus des sous-traitants directs.



2.8.2.2. Plan de sous-traitance

Afin d'anticiper au mieux les démarches relatives à la déclaration des sous-traitants, il est demandé au Titulaire d'établir un « plan de sous-traitance ». La version initiale dudit plan devra être établie au cours de la période de préparation (cf. article 9.2.1 ci-dessous). Ce plan devra, au regard des besoins identifiés par le Titulaire en la matière, contenir *a minima* les éléments suivants : identification des sous-traitants concernés, identification des travaux et prestations associées concernés, date à laquelle le Titulaire envisage de mobiliser les sous-traitants concernés, date à laquelle le Titulaire prévoit de transmettre le dossier de sous-traitance à l'agrément du Maître d'Ouvrage.

Au-delà de la période de préparation, ce plan devra être mis à jour par le Titulaire autant que de besoin de sorte que le Maître d'Ouvrage puisse anticiper au mieux les dates auxquelles de nouveaux sous-traitants ont vocation à être déclarés.

2.8.3. Sous-traitance indirecte

Le sous-traitant indirect est le sous-traitant d'un sous-traitant, dénommé « entrepreneur principal du sous-traitant indirect ». Conformément aux dispositions de l'article 3.6.2 du CCAG Travaux, l'intervention des sous-traitants indirects doit faire l'objet de l'acceptation du ou des sous-traitants par le Maître d'Ouvrage et de l'agrément par lui de ses conditions de paiement. Pour cela, le sous-traitant direct présente, par l'intermédiaire du Titulaire, une déclaration comportant l'ensemble des informations exigées pour la déclaration d'un sous-traitant direct. Conformément aux dispositions de l'article L2193-14 du Code de la commande publique, l'exécution des tâches par le sous-traitant indirect ne peut intervenir avant que le Maître d'Ouvrage ait accusé réception auprès du Titulaire, d'une copie de la caution personnelle et solidaire ou une délégation de paiement mentionnée à l'Article 14 de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC

3.1. PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles, dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître d'Ouvrage fait foi, qui régissent la réalisation des travaux et prestations associées sont énumérées ci-dessous. Le Titulaire déclare en avoir pris connaissance et accepter, sans réserve et sans modifications, toutes les clauses qu'elles comportent.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles sont énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

N°	Intitulé
1	L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par mise au point ou par modification. <ul style="list-style-type: none">+ Annexe 1 : Cadre de nantissement ou de cession de créance+ Annexe 2 : Déclaration(s) de sous-traitance établie(s) au moyen du formulaire DC4





	<ul style="list-style-type: none">+ Annexe 3 : Répartition des travaux par cotraitants+ Annexe 4 : Modèle de Charte de confidentialité du projet Canal Seine Nord Europe
2	<p>Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes, dans la version résultant de la mise au point du marché ou de ses dernières modifications éventuelles :</p> <ul style="list-style-type: none">+ Annexe 1 : Clause d'insertion par l'activité économique (CIAE)+ Annexe 2 : Plan général de coordination (PGCSPS)+ Annexe 3 : Cadre de constat contradictoire+ Annexe 4 : Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale
3	<p>Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes, dans la version résultant de la mise au point du marché ou de ses dernières modifications éventuelles :</p> <ul style="list-style-type: none">• Annexe 1 : Notice de développement durable (NDD)• Annexe 2 : Cadre de SOPMDD• Annexe 3 : Cadre de SOSED• Annexe 4 : Cadre de suivi du Bilan Carbone• Annexe 5 : Guide des prescriptions techniques - TechnoSolutions - Dépôts et occupations temporaires des terres• Annexe 6 : Dossier de Plans :• ONE5-M045-5-B-DPRO-GCVL-VCALL-PLAN-7281-00-A : Rétablissement provisoire de la VC Allaines-Bouchavesnes - Vue en plan• ONE5-M045-5-B-DPRO-GCVL-VCALL-PLOG-7282-00-A : Rétablissement provisoire de la VC Allaines-Bouchavesnes - Profil en long• ONE5-M045-5-B-DPRO-GCVL-VCALL-CAPT-7283-00-A : Rétablissement provisoire de la VC Allaines-Bouchavesnes - Profils en travers type• ONE5-M045-5-B-DPRO-GCVL-VCALL-PLAN-7285-00-A : Rétablissement provisoire de la VC Allaines-Bouchavesnes - Vue en plan de synthèse multithématique• ONE5-M045-5-B-DPRO-FONC-VCALL-PLAN-7286-00-B : Rétablissement provisoire de la VC Allaines-Bouchavesnes - Vue en plan des emprises
4	<p>La documentation du système qualité sécurité santé et environnement (QSSE) :</p> <ul style="list-style-type: none">+ Plan de management de projet+ Schéma directeur du développement durable (S3D) sous parties 1 et 2<ul style="list-style-type: none">• Schéma Directeur du Développement Durable Partie 1 - Cadre général• Schéma Directeur du Développement Durable Partie 2 - Programme HQE+ Schéma Directeur de la Prévention+ Les procédures, guides et instructions<ul style="list-style-type: none">• Spécifications CAO DAO• Modèle pièce graphique DWG et notice• Procédure d'information et d'alerte du MOA• Procédure 21 - Gestion de crise• Directives et éléments de langage pour le personnel intervenant sur site• Guide de bienvenue pour les compagnons du chantier• Fiche événement• Modèle de déclaration de sous-traitance• Modèle de tableau de suivi des réunions• Modèle de document Word - Incluant tous les gabarits (A4, A3, portrait, paysage)





	<ul style="list-style-type: none"> • Modèle d'annuaire (liste des membres de l'équipe) - Demande d'accès GED • Accompagnement SharePoint et codification - version externe • Guides Mezzoteam (30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43 et 44) • Procédure de gestion documentaire • Procédure de gestion des terres excavées et sédiments • Procédure 02 - Maîtrise de l'assurance qualité • Procédure 09 - Procédure de gestion des risques et des opportunités • Fiche d'analyse de l'Accident (modèle) • Instruction n°23 - Maîtrise des risques aux abords de l'eau • Instruction n°84 – Intérimaires • Instruction 16 - Maîtrise du risque pyrotechnique • Guide 13 - Utilisation de SharePoint • Guide du portail SIG • Charte SIG - Procédure Travaux • Guide 06 - Guide d'accueil SMO et Gestion documentaire - Travaux
5	<p>Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux - Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux NOR : ECOM2106871A (CCAG-Travaux)</p> <p>Le CCAG relatif aux marchés publics de travaux est une pièce contractuelle. Il n'est pas matériellement joint aux pièces du dossier de consultation mais il est disponible sur le site internet suivant : Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux - Légifrance (legifrance.gouv.fr)</p>
6	Le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF)
7	Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE)
8	Le cadre de sous-détail des prix
9	Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
1	Le mémoire technique du candidat
0	

3.2. PIÈCES NON CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles du marché public sont complétées par les pièces suivantes, fournies à titre d'information mais sans valeur contractuelle dans la mesure où il appartient au Titulaire d'établir ou de s'approprier ces données tout en adaptant les travaux dans le cadre de sa mission.

- + Données topographiques :
 - TOPO_SECT3_300_1K_AVP_200319_nb2D
- + Réseaux concessionnaires :
 - DT
- + Reconnaissances géotechniques
- + Compte rendu des investigations pyrotechniques GING-M729-3-B-DPRO-GEOT-SECT3-RAPS-0004-00-B
- + Rapport de diagnostic amiante 21FPP019559
- + La Notice d'exploitation sous chantier





- + Pièces du Dossier d'Autorisation Environnementale : https://www.canal-seine-nord-europe.fr/nos-engagements/environnement/autorisation-environnementale-secteurs-2-3-et-4/?doing_wp_cron=1731679045.4874379634857177734375

Il est entendu que cette liste des pièces non contractuelles pourra, au cours de l'exécution du marché public et sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant à ce dernier, être complétée par tout nouveau document contenant des données d'entrée nouvellement obtenues et s'avérant nécessaires à la bonne réalisation des travaux par le Titulaire.

3.3. NOTIFICATION – PIÈCES A REMETTRE AU TITULAIRE

La notification du marché se fait par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine.

La notification comprend une copie, délivrée sans frais par le Maître d'Ouvrage au Titulaire, de l'Acte d'Engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception du CCAG-Travaux, et plus généralement, de toutes pièces ayant fait l'objet d'une publication officielle.

4. DUREE DU MARCHE PUBLIC ET DELAIS D'EXECUTION

4.1. DUREE DU MARCHE PUBLIC

La durée globale prévisionnelle du marché ne pourra pas excéder :

- + **six (6) mois** à compter de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation, hors garantie de parfait achèvement.

Cette durée d'exécution globale prévisionnelle comprend l'exécution de l'ensemble des études, prestations et travaux du marché, y compris la période de préparation, le repliement des installations de chantier, la remise en état des lieux et la fourniture des DOE et DIUO, les opérations préalables à la réception et la réception.

4.2. DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX

Les délais d'exécution des travaux figurent à l'article 3 de l'acte d'engagement.





4.3. PROLONGATION, AJOURNEMENT ET INTERRUPTION DES DELAIS D'EXECUTION

4.3.1. Prolongation des délais d'exécution

La prolongation des délais dans les conditions définies au présent article est sans incidence financière sur le montant de la rémunération due au Titulaire en application du présent marché public. En revanche, une telle prolongation a pour effet de suspendre l'application des éventuelles pénalités de retard prévues en cas de non-respect des délais correspondants.

4.3.1.1. Prolongation des délais d'exécution des travaux

Les stipulations de l'article 18.2 du CCAG-Travaux sont applicables à ces délais. A cet égard, il est précisé qu'une prolongation peut également être justifiée par l'intervention d'instances extérieures aux instances du Maître d'Ouvrage.

La prolongation des délais d'exécution s'effectue par ordre de service envoyé par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine.

Quel que soit le cas de prolongation, le Titulaire devra démontrer au Maître d'Ouvrage qu'il a accompli ses meilleurs efforts pour éviter ou minimiser le retard induit.

4.3.1.2. Cas spécifique de prolongation des délais : intempéries

Dans le cas d'intempéries, au sens de l'article L5424-8 du Code du travail, entraînant un arrêt total des travaux, les délais d'exécution correspondants sont prolongés par ordre de service du nombre de journées réellement constatées au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries conformément auxdites dispositions, en défalquant le nombre de journées d'intempéries prévisible indiqué ci-dessous.

Lorsque l'arrêt des travaux n'est que partiel mais que celui-ci entraîne néanmoins une prolongation des délais, celle-ci est notifiée au Titulaire par un ordre de service récapitulant les constatations faites.

Dans le cas d'intempéries non visées les dispositions de l'article L5424-8 du Code du travail, ainsi que dans le cas d'autres phénomènes naturels entravant l'exécution des travaux, le présent marché public prévoit la prolongation du délai d'exécution en fonction des critères ci-dessous. Cette prolongation de délai est alors accordée au Titulaire en fonction des constatations faites et elle lui est notifiée par un ordre de service récapitulant les constatations faites.

À cet égard, il est entendu que :

- + en aucun cas, les journées d'intempéries reconnues ne donnent droit à indemnisation ou rémunération complémentaire ;
- + la prolongation éventuelle des délais d'exécution pour cause d'intempéries ne donne lieu à aucune indemnité ni rémunération complémentaire.

4.3.1.2.1 Intempéries non visées par les dispositions de l'article L5424-8 du Code du travail et autres phénomènes

La notion d'intempéries s'entend alors dans les conditions suivantes :





Nature du phénomène	Intensités et durées limites
Vent	54km/h établi ou 70km/h en rafale
Pluie	30 mm/jour pendant 8 jours consécutifs ou 50 mm dans une journée
Neige	10 cm d'épaisseur pendant 8 jours consécutifs ou 25 cm dans une journée
Température – Gel	moins (-) 8° C pendant 8 jours consécutifs ou – 15° C sous abri

La base météorologique de référence est la station locale de Saint Quentin dans le département de l'Aisne (02). La station de référence pour les hauteurs d'eau est celle de Bray sur Somme.

Le Titulaire a la responsabilité de contrôler de façon journalière les données de prévision des crues disponibles sur le site internet <https://www.vigicrues.gouv.fr/>

4.3.1.2.2 Journées d'intempéries prévisibles

Au titre des travaux objet du présent marché public, il est précisé que le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles au titre du délai consacré à ces travaux est fixé à 5 jours ouvrés, hors période de préparation,

4.3.1.2.3 Modalités de prise en compte d'une journée d'intempéries

Aucune journée d'intempéries ne sera comptée pour les tâches suivantes :

- + opérations d'acheminement à pied d'œuvre des matériaux et équipements nécessaires à la réalisation des travaux quels que soient les moyens de transport,
- + période de préparation préalable à la réalisation des travaux ;
- + travaux en dehors du chemin critique de l'opération.

Pour permettre la prise en compte des journées d'intempéries, le Titulaire devra justifier les conditions d'application de la clause intempérie et avertir, par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine, le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage dans les 48 heures de l'existence d'une journée d'intempéries ; passé ce délai, et de plein droit, les journées d'intempéries ne seront pas prises en compte.

À la fin des intempéries, le chantier peut demeurer impraticable pendant une certaine période. Dans cette hypothèse, il y aura lieu de faire constater par le Maître d'œuvre l'impossibilité de reprendre l'exécution des travaux et de demander une prolongation du délai d'exécution. Ce constat contradictoire se fait en présence du Maître d'œuvre et du Titulaire, sur la base d'un rapport photographique, remis ensuite au Maître d'œuvre.

À défaut de respecter ces modalités, la poursuite de l'arrêt du chantier au-delà des intempéries à proprement dites est injustifiée et cet arrêt de chantier prolongé n'est pas pris en considération dans le cadre de l'application éventuelle des pénalités de retard.


4.3.1.3. Autres cas spécifiques de prolongation des délais

Sans objet.

4.3.2. Ajournement, interruption et suspension des travaux

Les travaux objet du présent marché public pourront être ajournés, interrompus et/ou suspendus en cas de circonstances imprévisibles, en application des dispositions de l'article 53 du CCAG-Travaux.





Ainsi notamment et en application de l'article 53.1 du CCAG-Travaux, le Maître d'Ouvrage pourra décider de l'ajournement des travaux en cas de recours à l'encontre de ou de non obtention des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux et prestations associées, de pollution du terrain de présence d'engins de guerre nécessitant l'intervention des services de déminage de la Sécurité Civile, de découverte de restes humains nécessitant l'intervention de la Commonwealth War Graves Commission ou tout autre service compétent (en application de l'article 33-3 du CCAG-Travaux), de découverte de matériaux, objets et vestiges, de découverte de réseaux dangereux non identifiés préalablement.

Le Titulaire est tenu de signaler immédiatement au Maître d'œuvre et au Maître d'Ouvrage les situations ci-dessus et de les informer des possibilités de poursuivre ou non les travaux tout en suspendant l'exécution des travaux sur les zones concernées.

La décision d'ajournement des travaux est prononcée par ordre de service notifié au Titulaire. La reprise de l'exécution des travaux sera également prononcée par ordre de service notifié au Titulaire.

En cas de décision d'ajournement des travaux, le titulaire percevra une indemnité de démobilisation/remobilisation établie sur la base des matériels effectivement immobilisés du fait de cet ajournement de travaux. Ces moyens devront avoir été constatés contradictoirement sur site entre le Maître d'œuvre et le titulaire. Le Maître d'œuvre se réserve le droit de recourir aux informations des sous-détails de prix et des journaux de chantier pour évaluer le montant dû au titre de l'ajournement.

Cette indemnité de démobilisation/ remobilisation couvre l'indemnisation de l'éventuel préjudice du titulaire du fait de l'ajournement ainsi que l'indemnité d'attente de reprises des travaux visés à l'article 53.1.1 du CCAG Travaux. Toutefois et en dérogation aux dispositions de l'article 53.1.1 du CCAG-Travaux, cette indemnité ne sera pas due au titulaire dans l'hypothèse où les circonstances ayant mené à l'ajournement des travaux et prestations associées ont pour origine une faute du titulaire.


En tout état de cause, et sauf urgence dûment justifiée pouvant avoir pour effet de réduire ce délai, le Titulaire devra à nouveau être à pied d'œuvre dans un délai maximum de 3 jours à compter de la réception de l'ordre de service de reprise de l'exécution des travaux. Le délai nécessaire au titulaire pour reprendre les travaux à partir du moment où l'ordre de service correspondant lui aura été notifié ne donnera pas droit à indemnité.

Les travaux pourront également être suspendus en cas de circonstances imprévisibles au sens de l'article 53.3 du CCAG-Travaux.

5. MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX

5.1. NATURE DES PRIX – TVA – UNITE MONETAIRE

Les prix du présent marché sont réglés par l'application des prix unitaires figurant dans le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF) aux travaux et prestations associées effectivement commandés et réalisés, dans le cadre des limites fixées à l'Acte d'Engagement.



Sauf dispositions contraires, les prix et montants figurant dans le marché public sont exprimés hors TVA. Les montants sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur. Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera les travaux et prestations associés réalisés par ses soins hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal. La monnaie de comptes du marché est l'euro. Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

5.2. CONTENU DES PRIX

Conformément à l'article 9.1 du CCAG-Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales, douanières ou autres (hors TGAP) frappant obligatoirement les travaux et prestations associées et doivent être établis en tenant compte de toutes sujétions et de tous les frais directs ou indirects impliqués par la réalisation parfaite de l'objet du marché, en ce compris la réalisation des contrôles, essais et épreuves prévus par la réglementation ou les pièces du présent marché.

Sous réserve du respect des dispositions précédentes relatives au contenu du prix, la TGAP est rémunérée sur présentation d'une facture, pour les ISDND et les ISDD. Le montant de la TGAP des ISDD et des ISDND est remboursé au Titulaire à hauteur du plafond estimatif qu'il a précisé dans son offre en fonction du scénario de gestion / valorisation des matériaux excédentaires qu'il aura retenu. Le Titulaire s'engage sur ce plafond qu'il a estimé dans l'acte d'engagement.

Ce montant plafond estimatif pourra être révisé annuellement en cas de :

- (i) modification légale de la valeur de la taxe, et/ou
- (ii) découverte, pendant l'exécution des travaux, de pollution non répertoriée dans les données d'entrée communiquées par le Maître d'Ouvrage (essais géotechniques + résultats de pré-caractérisation), et remettant en cause le plafond estimatif ; la demande de révision devra être justifiée par une note produite par le Titulaire expliquant les circonstances de découverte d'une pollution non répertoriée, sa nature, et préciser les mesures envisagées pour l'évacuer dans l'hypothèse où la solution de la réemployer sur site (quitte à évacuer des inertes à la place) ou de la valoriser n'était pas envisageable ;

En cas de modification des plafonds estimatifs, le Titulaire devra en expliquer la cause et justifier qu'il n'est pas à l'origine de ce dépassement.

Les prix auxquels il est fait référence à l'Acte d'Engagement comprennent toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des travaux et prestations associés décrits dans le CCTP et les autres pièces composant le présent marché et autres prestations permettant d'atteindre les objectifs fixés.

Notamment, à titre indicatif et non exhaustif, sont réputés inclus dans les prix du marché :

- + Les frais d'installation, d'entretien, de fonctionnement et de repliement en fin de prestation des installations propres au personnel et matériel du Titulaire (base vie, bureaux...), les frais d'aménagements et de remise en état de terrain nécessaires à l'amenée et au repli de ces installations, les frais de balisage et de gardiennage, de nettoyage des accès et des voies publiques empruntées pour accéder au site ;
- + Les dépenses de fournitures de toutes natures, nécessaires à l'exécution des travaux, y compris chargement, transport à pied d'œuvre, déchargement, répartition, stockage, protection et gardiennage, reprise, montée à toutes hauteurs ou descente à toutes profondeurs, repliement des excédents, casses, pertes, vols ... quels que soient la difficulté d'accès et les moyens utilisés ;
- + Les frais de mise à disposition, de fonctionnement, d'entretien et d'amortissement des engins, du matériel et de l'outillage, pris en location ou non, y compris amenée et repliement ;



- + Les charges de toute nature et les frais inhérents à l'exécution des travaux tels que :
 - l'organisation des travaux : emprunt et transport des matériaux, stockages provisoires, remise en état du site d'exécution des travaux, etc.
 - les opérations de repérage,
 - toutes les sujétions d'accès au site d'exécution des travaux et les équipements accessoires tels qu'échelles, balisage des puits et emprunts, bâchage des matériaux, etc...,
 - la protection des ouvrages existants,
 - les déplacements (matériel, matériaux et main-d'œuvre),
 - les mesures relatives à la sécurité, l'hygiène et à la prévention des accidents conformément aux dispositions légales, réglementaires et contractuelles,
 - les mesures relatives à la protection de l'environnement, conformément aux dispositions légales, réglementaires et contractuelles, ainsi que la mise en œuvre de toutes les mesures qui s'avèreraient nécessaires en cas d'évènements relevant d'un aléa environnemental normalement prévisible, pendant toute la durée du marché, ainsi qu'au PGSPS, et à ses éventuelles évolutions. De plus, le Titulaire reconnaît avoir pris en compte, dans la construction de son offre et plus particulièrement dans la détermination du Prix et dans l'établissement du Planning, le risque d'occurrence d'une situation d'épidémie, de pandémie ou de crise sanitaire pendant la durée d'exécution du Marché,
 - Les contraintes liées au respect des arrêtés relatifs aux autorisations de travaux bruyants,
 - l'évacuation des eaux de toutes provenances et des boues utilisées par le Titulaire pour la réalisation des travaux,
 - le maintien en parfait état de fonctionnement des installations de décroûtage et de décantation,
 - les consommations d'eau d'énergie et d'éclairage, y compris la location des compteurs,
 - le nettoyage du chantier.
- + Les sujétions, frais et charges connexes relatifs :
 - la participation aux réunions organisées dans le cadre de l'exécution des travaux, leur préparation et l'établissement des comptes-rendus,
 - l'obtention des autorisations administratives nécessaires à l'activité du Titulaire, et notamment l'avis de non-opposition des services de l'État à l'issue des 28 jours d'instruction prévus par l'arrêté d'autorisation environnemental, au PAC Travaux (dossier de porter à connaissance décrit à l'article 17 de l'arrêté d'autorisation environnementale) établi par le titulaire et transmis par le maître d'ouvrage au moins 1 mois avant la fin de la période de préparation ;
 - le déplacement, l'hébergement et la restauration des personnels nécessaires à la réalisation des travaux ;
 - l'établissement et la mise en œuvre d'un système d'assurance qualité,
 - aux opérations de contrôle intérieur à la charge du Titulaire,
 - au suivi des flux de matériaux, des émissions de CO2 et de bruit,
 - aux opérations de contrôle extérieur effectuées soit par le Maître d'œuvre ou tout autre tiers désigné à cet effet,
- + Les sujétions et pertes de temps de toute nature, résultant notamment de :
 - la nécessité de n'apporter aucune gêne aux circulations routières ou fluviales,
 - la présence d'ouvrages divers,
 - la présence d'engins ou sapes de guerre, de sites archéologiques, de cavités naturelles ou artificielles,
 - difficultés d'accès au chantier,
 - la situation des lieux (proximité des voies routières exploitées),





- l'emprunt d'itinéraires de circulation obligatoires,
 - l'encombrement des quais, cours, chaussées, etc., ainsi que l'embarras résultant de la présence d'obstacles de toute nature (canalisations diverses, transmissions, lignes aériennes, etc.),
 - l'encombrement ou l'occupation des locaux,
 - l'exécution des travaux par phases ou petites parties,
 - l'exécution simultanée d'autres ouvrages par d'autres entreprises.
- + Les frais généraux de toute nature :
- d'études d'exécution,
 - d'établissement :
 - des documents de suivi d'exécution, de contrôle et de rapports,
 - des documents fournis après exécution,
 - des projets de décomptes mensuels,
 - frais d'assurance de toute nature,
 - frais générés par le respect des exigences en matière de protection des données à caractère personnel,
- + les marges et bénéfices.

De manière générale, en tant que professionnel averti, le Titulaire doit tenir compte, dans l'établissement de son offre financière, des aléas et sujétions normalement prévisibles susceptibles d'être rencontrés en cours d'exécution. Les prix couvrent ainsi l'intégralité des travaux et des prestations associées confiés au Titulaire pour mener l'opération à bonne fin, dans les circonstances de complexité, de temps, de lieu et de délai des opérations que le Titulaire est réputé connaître.

De manière spécifique et conformément aux dispositions de l'article 48 du CCAG-Travaux, il est entendu que le prix de la cession des droits de propriété intellectuelle portant sur l'ensemble des livrables et des documents produits par le Titulaire et relevant de ce régime est inclus dans le montant des travaux.

5.3. REPARTITION DES PAIEMENTS

L'Acte d'Engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à :

- + l'entreprise titulaire et à ses sous-traitants,
- + l'entreprise mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

5.4. VARIATION DES PRIX


5.4.1. Caractère des prix

Les prix du présent marché sont fermes.

5.4.2. Mois d'établissement des prix

Par dérogation à l'article 9.4.4 du CCAG-Travaux, les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède le mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).





En cas d'introduction d'un nouveau prix par avenant ou ordre de service, ce prix est réputé établi en valeur Mo. Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de ramener le montant proposé par le Titulaire aux conditions économiques du mois de référence Mo

5.4.3. Choix de l'indice de référence

Sans objet.

5.4.4. Modalités de révision des prix

Sans objet.

5.5. PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS

+ Modalités de règlement des comptes des cotraitants

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des cotraitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues à l'Acte d'Engagement, éventuellement mis à jour.

+ Modalités de règlement des comptes des sous-traitants

- Pour les sous-traitants, le Titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le Maître d'Ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans le prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un membre du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des cotraitants qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le Maître d'Ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.


Si le signataire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du Maître d'Ouvrage au Titulaire, conformément aux dispositions de l'article R2193-11 du Code de la commande publique. Le Titulaire doit faire part de son accord (« Bon pour accord ») ou refus dans les **quinze (15) jours** à compter de la signature de l'accusé réception, du récépissé de la demande de paiement du sous-traitant ou du dépôt sur la plateforme CHORUS PRO, au sous-traitant et au Maître d'Ouvrage.

Par ailleurs, le sous-traitant adresse également au Maître d'Ouvrage sa demande de paiement, les factures correspondantes, l'accusé réception ou du récépissé prouvant que le Titulaire a bien reçu sa demande de paiement ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou non réclamé.

Le Maître d'Ouvrage adresse au Titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le Maître d'Ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans un délai ne pouvant **excéder trente (30) jours** à compter de la réception par le Maître d'Ouvrage de l'accord, total ou partiel, du Titulaire sur la demande de paiement, ou de l'expiration du délai de **quinze (15) jours** en cas de silence du Titulaire, ou



encore de la réception par le Maître d’Ouvrage de l’accusé réception ou du récépissé mentionnés aux dispositions ci-dessus.

Le Maître d’Ouvrage informe le Titulaire des paiements qu’il effectue au sous-traitant.

5.6. REGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE

5.6.1. Établissement des acomptes et des demandes de paiement

5.6.1.1. Généralités

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des travaux et prestations associées auxquels il se rapporte.

Il est déterminé à partir des montants figurant au bordereau des prix unitaires (BPU) et en accord avec les dispositions prévues ci-après.

En application de l’article R2191-20 du Code de la commande publique, les travaux réceptionnés et ceux qui ont donné lieu à un commencement d’exécution du marché ayant fait l’objet de constats contradictoires conformément aux dispositions ci-dessus ouvrent droit au versement d’acomptes périodiques.

Conformément au même article R2191-20, il est rappelé que les acomptes n’ont pas le caractère de paiements définitifs.

5.6.1.2. Périodicité des acomptes

L’intervalle séparant deux acomptes successifs sera d’un **(1) mois**.

Par dérogation au 1^{er} alinéa de l’article 12.1.1 du CCAG-Travaux, le Titulaire transmettra sa demande de paiement mensuelle sous forme d’un projet de décompte au Maître d’œuvre entre le 20 et le 30 de chaque mois à une date préalablement fixée par ce dernier.


Les éléments de mission identifiés au BPU sont rémunérés conformément aux éléments indiqués dans celui-ci.

Au plus tard à l’issue de la période de préparation, le Titulaire produira un échéancier prévisionnel des paiements calé sur le calendrier détaillé des travaux et prestations associées et indiquant, mois par mois, le montant prévisionnel des acomptes à payer au Titulaire et à ses éventuels sous-traitants. Chaque mois et tout au long de l’exécution du présent marché, le Titulaire est tenu de mettre à jour ce document au regard de l’avancement réel des travaux et prestations associées et des demandes d’acompte présentées et payées.

5.6.1.3. Projet de décompte – Demande de paiement mensuelle

En complément de l’article 10.3 du CCAG-Travaux, les travaux et prestations associées faisant l’objet du marché sont réglés par application des prix du BPUF. Ainsi les travaux et prestations associées sont rémunérés sur la base d’un pourcentage d’avancement correspondant à la part des travaux et prestations constatée au regard du volume total de ces derniers à réaliser.

Les projets de décompte valant demande de paiement mensuel sont établis par le Titulaire sur la base d’un modèle approuvé par le Maître d’œuvre au cours de la période de préparation. Les projets de décompte qui ne respecteraient pas le modèle seront rejetés et il appartiendra au Titulaire de transmettre un nouveau



projet de décompte corrigé. Dans cette hypothèse, le délai de paiement commencera à courir à compter de la réception de cette nouvelle version du projet d'acompte.

Ces projets de décompte contiennent, pour chaque acompte, les points suivants :

1. Le nom et l'adresse du Titulaire
2. Les références du marché (numéro et date de notification)
3. Le numéro de l'engagement juridique (EJ) indiqué dans l'OS de démarrage de la période de préparation
4. Les travaux, prestations associés et approvisionnements effectués par le Titulaire et ayant fait l'objet de constats contradictoires pour la période considérée au titre de l'acompte
5. L'évaluation du montant HT, en prix de base (hors révision) de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des travaux, prestations associées et approvisionnement effectués au cours de la période considérée au titre de l'acompte
6. Les primes ou réfections HT dont les éléments de liquidation sont connus
7. L'incidence de la TVA, le cas échéant en distinguant les différents taux applicables,
8. L'incidence de la retenue de garantie
9. Le moment venu, l'incidence du remboursement de l'avance
10. Les pénalités éventuelles de retard ainsi que toute autre pénalité (à compléter par le Maître d'Ouvrage le cas échéant)
11. L'incidence de la révision des prix
12. Le montant total de l'acompte à verser
13. Le récapitulatif des acomptes perçus

A ces projets d'acompte, le Titulaire doit joindre :

- + le détail des quantités prises en compte telles que celles-ci sont issues des constats contradictoires ;
- + le calcul, avec justification à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- + les copies des demandes de paiement direct des sous-traitants acceptées par le Titulaire.

Tout projet de décompte ne comportant pas l'ensemble des éléments et pièces justificatives susmentionnés sera refusé comme indiqué à l'article ci-dessous.

De plus, en annexes de ces projets de décompte doivent également figurer les éléments suivants :

- + Le planning du marché remis à jour, et en cohérence avec le planning général ;
- + L'échéancier de paiement remis à jour et en cohérence avec le nouveau planning ;
- + L'accostage de fin de marché remis à jour, reprenant tous les prix unitaires, sous la forme du DQE, avec les quantités finales et les prestations éventuellement complémentaires prévisibles et/ou connues faisant l'objet d'une demande de la part du Titulaire ;
- + Le rapport mensuel d'activité évoqué à l'article 9.3

L'absence de l'envoi des pièces (annexes) susmentionnées fera l'objet de l'application des pénalités prévues au présent CCAP.

A ce sujet, il est précisé que l'instruction de la demande de paiement ne vaut pas validation par le Maître d'œuvre ou le Maître d'Ouvrage de ces annexes.



5.6.1.4. Traitement des demandes d'acompte

Conformément aux dispositions de l'article 12.1.9 du CCAG-Travaux, le Maître d'œuvre, après vérifications de l'ensemble des pièces transmises par le Titulaire, accepte ou rectifie le projet de décompte transmis par le Titulaire. Ainsi accepté ou rectifié, le projet de décompte devient le décompte mensuel.

Si le Maître d'œuvre considère le projet de décompte comme non conforme ou incomplet, le Maître d'œuvre le retourne au Titulaire, dans un délai de 7 jours après dépôt par le Titulaire, en mentionnant l'ensemble des non-conformités constatées et corrections qu'il convient d'y apporter. Cette déclaration de non-conformité du projet de décompte par le Maître d'œuvre a pour effet d'interrompre le délai de paiement.

Conformément aux dispositions de l'article 12.2.1 du CCAG-Travaux et à partir du décompte mensuel complet, le Maître d'œuvre détermine le montant de l'acompte à régler au Titulaire. Pour ce faire, il dresse un état d'acompte conforme aux exigences de ce même article.

Le Maître d'œuvre notifie alors au Titulaire par ordre de service l'état d'acompte et propose au Maître d'Ouvrage de régler les sommes qu'il admet. Cette notification au Titulaire intervient dans les 7 jours à compter du dépôt par le Titulaire de son projet de décompte, ce délai ne débutant qu'à compter de la réception d'un projet de décompte complet.

Le Maître d'Ouvrage paie les sommes admises par le Maître d'œuvre. En cas de contestation sur le montant de l'acompte, le Maître d'Ouvrage règle les sommes qu'il admet. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires.

5.6.1.5. Transmission des projets de décompte – Demandes de paiement mensuelles

S'agissant des modalités de transmission des demandes de paiement mensuelles, celles-ci respectent les dispositions des articles L.2192-1 et suivants et D.2192-1 et suivants du Code de la commande publique, le Titulaire doit déposer ses demandes de paiement mensuelles sur le portail CHORUS PRO, via le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Il est rappelé, en application de l'article 12.6 du CCAG-Travaux, que l'utilisation du portail CHORUS PRO est exclusive de tout autre mode de transmission.


En cas de cotraitance et/ou de sous-traitance avec paiement direct du sous-traitant, les dispositions de l'article 12.5 du CCAG-Travaux s'appliquent pleinement.

5.6.1.6. Demande de paiement finale et décompte général

Les dispositions des articles 12.3 et 12.4 du CCAG-Travaux s'appliquent pleinement, sauf dérogation ci-dessous :

En dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG-Travaux, le point de départ du délai de 30 jours de transmission du projet de décompte final est la date de la décision du Maître d'Ouvrage relative à la levée de la dernière réserve, et non la date de de la décision de réception des travaux.

De plus, il est entendu que le projet de décompte final doit être accompagné de l'ensemble des quitus des sous-traitants directs conformément à l'article 2.8.2. ci-dessus.



5.6.2. Modalités du règlement par virement des sommes à payer au Titulaire

Le Maître d'Ouvrage se libère des sommes dues au titre du marché selon les règles de la comptabilité publique sur le compte prévu dans l'IBAN-BIC remis par le Titulaire. A cet égard, il est rappelé que conformément aux dispositions de l'article 3.4.2 du CCAG-Travaux, le Titulaire (le mandataire et chacun des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises) est tenu de communiquer par écrit au Maître d'œuvre et au Maître d'Ouvrage, et ce sans délai, tout changement concernant ses coordonnées bancaires. A défaut, un éventuel non-respect du délai de paiement ne pourrait en aucune mesure être reproché au Maître d'Ouvrage.

Le délai maximum de paiement sera de trente (30) jours après réception du projet de décompte valant demande de paiement mensuel.

Le Titulaire a droit à des intérêts moratoires en cas de retard de paiement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne (BCE) à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Le Titulaire a droit, sans formalité, à une indemnité forfaitaire liée aux frais de recouvrement générés par le retard. Le montant de cette indemnité est fixé à quarante (40) euros. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnité complémentaire sur présentation de justificatifs.

Le comptable assignataire du paiement est l'agent comptable principal de SCSNE.

6. PENALITES

L'ensemble des pénalités définies au présent article sont fermes et non révisables. Ces pénalités viennent en diminution du montant des acomptes mensuels conformément aux dispositions de l'article 12.2.1 du CCAG-Travaux.

Les pénalités indiquées sont considérées comme conservatives des droits du Maître d'ouvrage. Ainsi, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de substituer à la pénalité le montant du préjudice subi du fait du défaut du titulaire de l'une quelconque de ses obligations.

Ces pénalités ne sont pas soumises à TVA.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, le Titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité, quel qu'en soit le montant.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, les pénalités de retard sont applicables sans mise en demeure préalable. Il en va de même des autres pénalités.

+ Modulation éventuelle des pénalités :

Il est entendu que les pénalités prévues par le présent marché, bien qu'en principe applicables du fait des manquements constatés, pourront être modulées par le Maître d'Ouvrage sous réserve que le titulaire :

- d'une part, ait informé dans les meilleurs délais et notamment par l'intermédiaire du rapport d'avancement mensuel (cf. article 9.3) le Maître d'Ouvrage de la survenance de l'événement ayant généré le manquement et,
- d'autre part, démontre avoir fait ses meilleurs efforts pour maîtriser au mieux les conséquences du manquement constaté



+ Répartition des pénalités entre cotraitants :

En cas de cotraitance et dès lors que le groupement a fait le choix de comptes séparés, le montant des pénalités est, par dérogation à l'article 19.1.2 du CCAG-Travaux, appliqué en intégralité au mandataire, lequel sera chargé de les répartir a posteriori entre les membres du groupement.

+ Pénalités pour absence aux réunions :

Toute absence non excusée d'un représentant qualifié du Titulaire ou d'un de ses sous-traitants désignés à une réunion à laquelle il aura été dûment convoqué sera pénalisée. Les pénalités sont de cinq cents (500) euros par absence. Est considérée également comme absence la représentation du Titulaire par une ou des personnes non qualifiées.

+ Pénalités de retard :

Les pénalités de retard commencent à courir, sans que le Titulaire ne puisse présenter d'observations sur l'application de celles-ci et ce par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des travaux ou des prestations associées précisé dans le marché concerné est expiré, sous réserve des stipulations des articles 18.2 du CCAG-Travaux et de l'article 4.2 du présent CCAP. Sauf stipulations contraires et par dérogation à l'article 19.1.1 du CCAG-Travaux, les jours de retard s'entendent hors samedis, dimanches et jours fériés.

Par ailleurs, et par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, le montant total des pénalités de retard appliquées au Titulaire n'est pas plafonné.

- Pénalités pour retard dans le remplacement du mandataire du groupement en cas de défaillance de celui-ci :

Dans l'hypothèse où le mandataire viendrait à être défaillant et que les autres membres du groupement ne parviendraient pas à présenter un nouveau mandataire dans le délai de 15 jours calendaires suivant mise en demeure défini à l'article 2.7.2, il sera appliqué au Titulaire une pénalité deux mille (2000) euros par jour ouvré à partir du premier jour de retard.

- Pénalités pour retard dans le remplacement du profil-clé et de l'astreinte :

En cas de retard dans le remplacement du « profil clé » ou d'une « astreinte » au sens de l'article 2.7.3 ci-dessus ou de non-remplacement par une personne possédant des compétences et un niveau d'expérience équivalents, il sera appliqué au Titulaire, au titre de chaque étape du processus de remplacement, une pénalité de cinq cents (500) euros par jour ouvré à partir du premier jour de retard.

- Pénalités pour retard dans la remise des documents prévus pendant la période de préparation :


Au cours de la période de préparation, le Titulaire est tenu de remettre au Maître d'Ouvrage les documents évoqués à l'article 9.2.1 ci-dessous. En cas de retard dans la remise de ces documents, le Titulaire encourt une pénalité de deux cents (200) euros par document manquant et par jour de retard.

Si les documents sont incomplets, d'une précision et/ou d'une qualité insuffisante, une pénalité identique sera appliquée. Cette pénalité sera appliquée par jour et par document jusqu'à remise de documents satisfaisants.

- Pénalités pour retard dans la mise à jour des documents relatifs aux aspects QSSE (dont PPSPS, registre journal,), logistique et traçabilité

En cas de non-respect des délais de mise à jour des documents relatifs aux aspects QSSE, le Titulaire encourt une pénalité de deux cents (200) euros par document manquant et par jour de retard.





Si les documents sont incomplets, d'une précision et/ou d'une qualité insuffisante, une pénalité identique sera appliquée. Cette pénalité sera appliquée par jour et par document jusqu'à remise de documents satisfaisants.

- Pénalités pour retard dans la remise de document d'exécution :

Au titre du présent marché, le Titulaire est tenu de remettre au Maître d'Ouvrage les livrables correspondant aux études d'exécution attendues. En cas de retard dans la remise de ces livrables, le Titulaire encourt une pénalité de deux cents (200) euros par livrable manquant et par jour de retard.

Si les livrables sont incomplets, d'une précision et/ou d'une qualité insuffisante, une pénalité identique sera appliquée. Cette pénalité sera appliquée par jour et par livrable jusqu'à remise de livrables satisfaisants.

- Pénalités pour retard dans la réalisation des travaux :

En cas de non-respect du délai d'achèvement des travaux indiqué à l'article 3 de l'Acte d'Engagement le Titulaire encourt une pénalité journalière de 1/3000 du montant hors taxes des travaux.

- Pénalité pour non remise des documents à fournir après exécution :

En cas de retard dans la remise par le Titulaire de l'ensemble des documents à fournir après exécution, le Titulaire encourt une pénalité de cinq cents (500) euros par document et par jour de retard. Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG-Travaux, cette pénalité est applicable sans mise en demeure préalable.

Si les documents remis ne sont pas conformes ou incomplets, d'une précision et/ou d'une qualité insuffisantes, une pénalité identique sera appliquée. Cette pénalité sera appliquée par jour et par document jusqu'à remise de documents satisfaisants.

- Pénalité pour non-repliement des installations de chantier et remise en état :

La libération des emprises mises à la disposition du Titulaire et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai global de réalisation des travaux.

En cas de retard, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de faire application des dispositions de l'article 37.2 du CCAG-Travaux. Toutefois, sans préjudice de ces dispositions, le Titulaire encourt, dès le premier jour de retard constaté, une pénalité de deux mille cinq cents (2500) euros par jour de retard.

- Pénalités pour retard dans la remise des documents devant être annexés aux demandes de paiement (projet de décompte) :

En cas de retard dans la transmission des documents devant être annexés aux demandes de paiement, le Titulaire encourt une pénalité de deux cents (200) euros par annexe manquante et par jour de retard.

Si les annexes en question sont incomplètes, d'une précision et/ou d'une qualité insuffisante, une pénalité identique sera appliquée. Cette pénalité sera appliquée par jour et par document jusqu'à remise de documents satisfaisants.

- Autres pénalités de retard

Chaque manquement du Titulaire à ses obligations au titre du présent marché ne faisant pas l'objet de l'une des pénalités de retard expressément définies ci-dessus peut se voir sanctionner, après mise en demeure du Titulaire restée infructueuse, par le versement d'une pénalité dont le montant est calculé par application de la formule ci-après :

$$P = V \times R / 1000$$

Dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité ;



- V = la valeur des travaux ou prestations associés sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, des travaux prestations ou prestations associés en retard ;
- R = le nombre de jours de retard.

+ Autres pénalités :

S'agissant des pénalités listées ci-dessous, il est entendu qu'elles ne peuvent pas être constatées plus d'une fois par jour au titre d'une même situation ou d'une même personne. Par ailleurs,

- Pénalités au regard des exigences en matière de santé et sécurité :
-

Description du manquement pénalisé	Pénalité forfaitaire (en € HT)
Présence d'une entreprise sur le chantier sans en avoir informé le coordonnateur SPS et/ou sans avoir remis son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS). Le sous-traitant concerné devra immédiatement quitter le chantier, tout retard ou arrêt de chantier généré par cette situation étant de la responsabilité du Titulaire.	1500€/infraction constatée
Non-respect des principes généraux de sécurité ou de prise en compte d'une des dispositions du PGCSPS	1500€/infraction constatée
Non-respect des obligations en matière de port par les salariés de leurs équipements de protection individuels	500€/infraction constatée
Non-respect des obligations en matière de port par les salariés de la carte d'identité professionnelle sécurisée	500€/infraction constatée
Non-respect des prescriptions relatives à la signalisation du chantier	150€/par jour de retard
Absence de réponse aux fiches d'observations du coordonnateur	500€/par absence de réponse
Absence non justifiée aux réunions de CISSCT	500€/par réunion manquée

- Non-respect des obligations en matière environnementale

Par dérogation à l'article 20.2.3 du CCAG-Travaux, l'application des pénalités pour atteinte à l'environnement ne nécessite pas de mise en demeure préalable. Celles-ci sont déclinées en trois catégories :

- Les infractions de comportement et toute autre action sans conséquence sur l'environnement :
 - Non-respect des législations sur l'environnement (eau, air, bruit, déchets)
 - Mauvaise organisation et application du tri des déchets sur le chantier
 - Non-respect des autres prescriptions environnementales définies au marché

La pénalité encourue est de 2000 € par cas constaté.

- Les atteintes à l'environnement ou dégradations réparables :





- Pénétration des engins dans des zones interdites et non-respect des limites d'emprises préservées
- Coupes de végétaux en dehors des secteurs autorisés, sans autorisation écrite du gestionnaire des espaces verts ou à défaut du Maître d'œuvre
- Émission de poussières ou d'odeurs sans mise en place de dispositifs réducteurs
- Dépassement des seuils de bruit de chantier autorisés
- Absence ou insuffisance de nettoyage des voiries publiques empruntées
- Stockage d'hydrocarbures sans mise en place de dispositif de rétention étanche
- Non-respect des modalités de gestion et de traitement de chaque type d'eau sur le chantier conformément à la procédure validée par le Maître d'œuvre en phase de préparation
- Défaut ou absence d'entretien de dispositifs provisoires de traitement des eaux
- Défaut d'entretien, de nettoyage ou d'arrosage d'une piste de chantier générant des poussières
- Défaut ou absence d'entretien des dispositifs de protection des zones humides impactées temporairement
- Constat de vidange sauvage autre que dans les dispositifs prévus à cet effet
- Non-respect des dispositions prévues dans les procédures et documents validés en VISA par le MOE
- Non-respect des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation

La pénalité encourue est de 4000 € par cas constaté.

- Les atteintes à l'environnement ou dégradations non réparables :
 - Destruction d'espaces présentant des enjeux écologiques à protéger (espaces balisés en amont et dont le balisage est entretenu par le Titulaire, zones d'évitement identifiées dans la notice de respect de l'environnement et du développement durable)
 - Non-respect des périodes de restriction de travaux définies dans l'arrêté d'autorisation environnementale ou à défaut dans la notice de respect de l'environnement et du développement durable
 - Non-respect, sans accord préalable du Maître d'œuvre, du phasage des travaux prévu dans l'arrêté d'autorisation environnementale ou à défaut dans la notice de respect de l'environnement et du développement durable
 - Non réalisation des pêches de sauvegarde piscicole avant la mise à sec du batardeau
 - Non indication à la Maîtrise d'Ouvrage de découverte fortuite d'espèces protégées
 - Nettoyage sauvage, avec rejet direct dans le milieu aquatique ou à ses abords, des engins et matériels enduits de béton (toupies, pompes, etc.)
 - Non-respect des restrictions liées à la présence d'un périmètre de captage AEP

La pénalité encourue est de 6000 € par cas constaté.

Dans tous les cas, le Titulaire informe dans les plus brefs délais le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage de tout dommage causé à l'environnement pendant l'exécution du marché. Il informe également l'autorité compétente en cas d'atteinte aux milieux.



Les pénalités ci-dessus n'ayant aucunement un caractère libératoire, le Titulaire remédie à ses frais et risques et dans les plus brefs délais à toutes les atteintes portées à l'environnement en cours d'exécution du marché.

Les stipulations du présent article n'atténuent en rien la responsabilité civile et pénale du Titulaire. Elles ne libèrent pas le Titulaire des sanctions financières et amendes qui pourraient lui être infligées par les autorités compétentes pour non-respect de la réglementation environnementale. De même, dans l'hypothèse où le Maître d'Ouvrage serait lui-même sanctionné financièrement du fait d'un quelconque manquement du Titulaire en la matière, ce dernier devra rembourser le montant en question au Maître d'Ouvrage.

- **Traçabilité des matériaux :**

Toute analyse supplémentaire ou autres mesures exigées par les services de l'Etat en charge des contrôles afférents faisant suite à une défaillance dans la traçabilité des matériaux sera supportée par le Titulaire seul.

- **Non-respect des dispositions en matière de lutte contre le travail dissimulé**

Description du manquement pénalisé	Pénalité forfaitaire (en € HT)
Non transmission des documents requis par la législation de lutte contre le travail dissimulé suivant demande du MOA	150€/jour de retard
Non régularisation des irrégularités signalées au MOA ou dont il aurait connaissance quant à la situation des salariés détachés ou en matière de travail illégal	1 000€/travailleur en situation irrégulière
Pénalité complémentaire en cas de non régularisation de la situation des salariés	100€/jour et par salarié concerné jusqu'à régularisation

- **Autres pénalités**

Description du manquement pénalisé	Pénalité forfaitaire (en € HT)
Non-respect du délai de prévenance en cas de départ d'un « profil-clé » ou d'une astreinte	3 000€/infraction
Non-respect du délai de présentation d'un nouveau sous-traitant à l'agrément du Maître d'Ouvrage (sauf cas d'urgence accepté par le Maître d'Ouvrage)	1 000€/infraction
Non-respect du délai de transmission du contrat de sous-traitance	Cf article 3.6.1.5 du CCAG-Travaux
Non-respect des obligations en matière de protection des données à caractère personnel	2 000€/infraction constatée



7. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

7.1. AVANCE

Une avance peut être accordée au Titulaire, s'il ne la refuse pas expressément dans l'Acte d'Engagement du présent marché, dans le respect des conditions fixées par les articles R2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

L'avance est accordée au Titulaire sur la partie des montants financiers non sous-traités.

Si un sous-traitant est déclaré en cours d'exécution du marché, le Titulaire qui a perçu l'avance rembourse l'avance au prorata du montant des travaux et prestations associées sous-traités, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne demande pas à bénéficier de l'avance. Le remboursement s'impute sur les sommes qui lui sont dues dès la notification de l'acte spécial de sous-traitance.

Conformément à l'option B de l'article 10.1 du CCAG-Travaux laquelle permet au Maître d'Ouvrage de fixer, dans les documents particuliers du marché, un taux d'avance supérieur aux taux minimums prévus à l'article R 2191-7 du Code de la commande publique, le montant de l'avance est **fixé à 15% de du montant initial estimé toutes taxes comprises du marché**. Il est précisé que le Maître d'Ouvrage ne conditionne pas le versement de cette avance à la constitution d'une garantie à première demande.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai d'un mois compté à partir de la date de notification du présent marché public.

Le remboursement de cette avance est effectué par précompte sur les sommes dues au Titulaire lorsque le montant des travaux et prestations associées exécutés au titre du marché public atteint soixante-cinq pour cent (65%) toutes taxes comprises du montant du marché. Il doit être terminé lorsque le montant des travaux et prestations associées exécutés atteint quatre-vingts pour cent (80%) toutes taxes comprises de ce montant.

+ Les modalités de versement de l'avance aux sous-traitants sont les suivantes :

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.


Le droit à l'avance du sous-traitant est ouvert dès la notification du présent marché public ou de l'acte spécial par le Maître d'Ouvrage.

Le remboursement de cette avance suit les mêmes règles que celles applicables au Titulaire.

7.2. NANTISSEMENT

Les créances nées ou à naître concernant le marché peuvent être cédées ou nanties par le Titulaire du marché, en partie ou en totalité, conformément aux dispositions des articles R2191-45 et suivants du Code de la commande publique.





Conformément à l'article R2191-46 du Code de la commande publique, le Maître d'Ouvrage délivre, sans frais, au Titulaire qui en fait la demande, soit une copie de l'original du marché revêtue de la mention que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du présent marché ; soit un certificat de cessibilité du présent marché conforme à un modèle et dématérialisé selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé de l'économie.

7.3. CAUTIONNEMENT

Le Titulaire est dispensé de constituer un cautionnement. Le recouvrement des sommes dont il serait reconnu débiteur au titre du présent marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

7.4. RETENUE DE GARANTIE

Conformément aux dispositions des articles R2191-32 et suivants du Code de la commande publique, il est prévu une retenue de garantie de 5% par acompte.

Cette retenue de garantie sera prélevée par fraction sur chacun des versements effectués au bénéfice du Titulaire, autres qu'une avance.

Le remboursement de la retenue de garantie intervient dans les conditions fixées à l'article R2191-35 du Code de la commande publique.

A la demande du Titulaire et conformément aux dispositions des articles R2191-36 et suivants, la retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande. En revanche, le recours à la caution personnelle et solidaire n'est pas autorisé par le Maître d'Ouvrage.

La garantie à première demande est établie selon un modèle fixé par un arrêté du Ministre chargé de l'Économie.

L'organisme apportant sa garantie est choisi parmi les tiers agréés par le comité des établissements de crédits et des entreprises d'investissement ou par le comité des entreprises d'assurance. Lorsque cet organisme est étranger, il est choisi parmi les tiers agréés dans son pays d'origine. Le Maître d'Ouvrage peut récuser l'organisme qui doit apporter sa garantie.

8. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

8.1. PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Les dispositions de l'article 21 du CCAG Travaux s'appliquent en la matière.



8.2. DEMARCHE POUR L'ETABLISSEMENT DE L'EQUIVALENCE DES NORMES

Les dispositions de l'article 23 du CCAG Travaux s'appliquent en la matière.

8.3. CARACTERISTIQUES, QUALITE, VERIFICATION, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Les dispositions de l'article 24 du CCAG Travaux s'appliquent, les essais et épreuves étant réalisés conformément aux dispositions des pièces du présent marché.

Toutefois et par dérogation aux dispositions de l'article 24.7 du CCAG Travaux, dans l'hypothèse où le Maître d'Ouvrage et/ou le Maître d'œuvre feraient réaliser, dans le cadre d'un contrôle extérieur, des essais et épreuves non prévues par les dispositions du présent marché, le coût de ces derniers seront :

- + à la charge du Maître d'Ouvrage dès lors qu'ils démontrent que les matériaux et produits utilisés par le Titulaire sont conformes aux exigences attendues ;
- + à la charge du Titulaire dès lors qu'ils démontrent que les matériaux et produits utilisés par le Titulaire ne sont pas conformes aux exigences attendues.

Dans ce dernier cas, outre le coût desdits essais et épreuves, le Titulaire assume seul toutes les conséquences de ces résultats négatifs, notamment les coûts pouvant être générés par le remplacement des matériaux et produits non conformes de même que les éventuels retards et/ou arrêts de chantier constatés de ce fait.

8.4. PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR LE TITULAIRE DES MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS

Les dispositions de l'article 26 du CCAG Travaux s'appliquent. Le CCTP précise le cas échéant les produits fournis par le Maître d'Ouvrage.





9. PREPARATION – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

9.1. CONNAISSANCE DES LIEUX

9.1.1. Connaissance des lieux : engagement du Titulaire

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance du (ou des) site(s) concerné(s) par le projet et de toutes les contraintes et sujétions liées à son environnement. Son offre tient compte notamment des points suivants, sans que ces derniers ne soient exhaustifs :

- + Exiguïté des emprises de chantier ;
- + Contraintes de circulation liées aux voies communales ;
- + Contraintes d'accès aux sites de travaux ;
- + Contraintes environnementales ;
- + Accès riverains à préserver ;
- + Fonctionnements particuliers des parcelles riveraines impactées ;
- + Difficultés et/ou contraintes d'approvisionnement et d'évacuation des matériaux et déchets.

9.1.2. Informations communiquées par le Maître d'Ouvrage

Le Titulaire reconnaît que, lorsque le Maître d'Ouvrage met à disposition :

- + Des informations (notamment, sans que cette énumération soit limitative, la situation environnementale, topographique, hydrologique, les données relatives à une éventuelle pollution des sols, l'état du sol et du sous-sol, le repérage des réseaux existants, les données pyrotechniques, les études de pompage) sous quelque forme que ce soit concernant les lieux ;
- + Ou lorsque celles-ci sont contenues ou mentionnées dans les pièces contractuelles et qu'elles ont été obtenues au moyen de recherches effectuées par des tiers, dont le Maître d'Ouvrage ne déclare ni ne garantit l'exactitude, le caractère complet ou la pertinence ;

Ces informations ne sont pas garanties.

Le Titulaire ne se fie pas uniquement à ces informations mais procède à ses propres investigations pour identifier toutes les conditions et contraintes qu'il estime importantes à la réalisation des travaux.

À défaut, le Titulaire est réputé avoir obtenu l'ensemble des informations utiles et nécessaires à l'identification des risques et aléas pouvant avoir une incidence sur la réalisation des travaux, leur estimation et leurs délais. Il ne pourra alors se prévaloir d'aucun préjudice lié à une quelconque inexactitude ou incomplétude desdites informations transmises par le Maître d'Ouvrage.



9.1.3. Dégradations causées aux voies et espaces publics

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG-Travaux, les risques des dégradations occasionnées sur les voies et espaces publics pour les transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels liés au chantier seront pris en charge par le Titulaire

9.2. PERIODE DE PREPARATION

La durée de la période de préparation est fixée par l'acte d'engagement.

À compter du début de cette période, et outre l'obtention des autorisations administratives nécessaires à l'exécution des travaux, le Titulaire est tenu de réaliser les prestations préalables au démarrage des travaux telles que celles-ci sont prévues par les dispositions du présent marché.

9.2.1. Documents à fournir pendant la période de préparation

Au cours de la période de préparation, il est procédé aux opérations énoncées à l'article 2 du CCTP.

Il est entendu que, conformément aux dispositions ci-dessus, les documents attendus de la part du Titulaire au titre de la période de préparation doivent également être produits par les sous-traitants du Titulaire dès lors que ces documents sont attendus d'eux.

Les travaux proprement dits ne pourront en aucun cas commencer avant émission par le Maître d'Ouvrage d'un ordre de service autorisant leur démarrage, conformément aux dispositions de l'article 3 de l'acte d'engagement, à savoir dans un délai maximal de 15 jours à compter de l'émission par le Maître d'œuvre d'un VISA sans observation sur l'ensemble des documents attendus au titre de la période de préparation.

En l'absence de cet ordre de service, il ne sera autorisé aucun démarrage des travaux, l'éventuel retard généré étant alors le fait du Titulaire qui devra en assurer seul les conséquences

Toutefois, le Titulaire pourra, sauf prescriptions contraires du marché, démarrer durant la période de préparation les travaux de reconnaissances, de clôture ainsi que les travaux de réalisation des installations de chantier, les essais de terrain éventuels, les travaux d'assainissement provisoire, la pose de l'instrumentation, le dégagement des emprises, les pistes de chantier, durant la période de préparation.

9.2.1.1. Documents à fournir par le coordonnateur sécurité

Adaptation et modification du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier, conformément aux dispositions du décret n° 94-1159 du 26/12/94 modifié.

9.2.2. Visa ou avis du Maître d'œuvre

Conformément aux dispositions de l'article 29.1 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le Titulaire et soumis via la plateforme d'échange collaborative mise en place par le Maître d'Ouvrage, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa





du Maître d'Œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au Titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception. Le Titulaire dispose alors de quinze jours pour reprendre les documents et les soumettre à nouveau au visa du Maître d'œuvre.

Les modalités pratiques de remise des documents d'exécution, et fiches visa via une plateforme d'échange collaborative seront précisées au plus tard lors de la réunion d'enclenchement des travaux.

9.2.3. Installations de chantier du Titulaire

Les dispositions qui suivent complètent celles prévues aux articles 31.1 et 37 du CCAG Travaux.

Le Maître d'Ouvrage met à la disposition du Titulaire les emprises identifiées et sur les plans correspondant de sorte de permettre au Titulaire de réaliser les installations de chantier. Le Titulaire en prend possession dans les conditions décrites à l'article 9.2.4 ci-dessous.

Les installations de chantier seront réalisées dans le respect de la législation et des autorisations nécessaires à leur édification et fonctionnement, comme la permission ou l'autorisation de voirie, la réglementation des installations classées (ICPE) ou bien encore les exigences imposées par la législation du travail et le Coordonnateur SPS. Il incombe au Titulaire d'obtenir l'ensemble des autorisations requises que le Maître d'Ouvrage n'aurait pas préalablement obtenues et d'en fournir la preuve au Maître d'œuvre. Dans ce cas, le Titulaire envoie copie des dossiers de demande d'autorisation correspondant au Maître d'œuvre une semaine avant dépôt aux autorités administratives compétentes. En tout état de cause, les procédures d'obtention et les éventuels refus des administrations compétentes ne pouvant en aucune manière être invoqués par le Titulaire pour obtenir une rémunération supplémentaire ou justifier un quelconque retard.

Le Titulaire doit, à ses frais, établir et entretenir les installations de chantier, y compris les chemins de service et les voies de desserte du chantier qui ne sont pas ouverts à la circulation publique. Il doit également veiller au nettoyage des voies publiques empruntées par les engins de chantier, et se conformer strictement à la réglementation concernant le nettoyage et la remise en état des voies publiques empruntées par les véhicules et engins de chantier.

S'agissant des exigences en matière de communication externe du chantier, le Titulaire doit respecter strictement les exigences fixées en la matière par le CCTP. Il doit notamment se conformer strictement aux demandes du Maître d'Ouvrage et de son AMO Communication.

9.2.4. Mise à disposition des installations de chantier


Sans objet.

9.2.5. Terrains et dépôts mis à disposition

Pour la bonne exécution des travaux et prestations associées, le Maître d'Ouvrage met à la disposition du Titulaire les emprises telles que définies dans le cahier de plans des quais travaux joint en annexe au CCTP.

Le Titulaire prend les emplacements dans l'état où ils se trouvent. Au cours d'une réunion dédiée à tenir dès le début de la période de préparation, le Titulaire et le Maître d'œuvre définissent d'un commun accord la liste des parcelles et emplacements où il paraît pertinent, compte-tenu notamment de la configuration des lieux ou de leur emplacement, de faire réaliser un état d'entrée dans les lieux. Ces états des lieux sont réalisés par huissier, les frais afférents étant à la charge du Titulaire. Une copie de chacun de ces états des





lieux d'entrée est transmise au Maître d'œuvre. Au plus tard à la date (ou aux dates) de libération des emprises correspondant à la fin du délai des travaux + 1 mois, le Titulaire est tenu de remettre les lieux en état conformément aux dispositions ci-dessous. Un état des lieux de sortie est alors dressé par un huissier de justice dans les mêmes conditions que l'état des lieux d'entrée, le Titulaire assumant également seuls les frais afférents.

Au-delà des parcelles et emplacements pour lesquels le Maître d'œuvre et le Titulaire se seront entendus pour faire réaliser des états des lieux d'entrée et de sortie, le Maître d'œuvre pourra imposer que ces états des lieux d'entrée et de sortie soient réalisés par huissier sur tout autre lieu ou parcelle qu'il jugera nécessaire. Les coûts afférents à la réalisation de ces états des lieux seront également supportés par le Titulaire.

A mesure de l'avancement des travaux et prestations associées, le Titulaire est tenu de libérer les emprises qui ont, le cas échéant, été mises à sa disposition par le Maître d'Ouvrage pour l'exécution des travaux. A cette fin, il doit procéder :

- + à l'enlèvement des matériels, installations, ouvrages provisoires et matériaux qui lui appartiennent,
- + à l'évacuation de tous décombres et déchets,
- + à la remise en état des lieux.

9.2.6. Obligations à la charge du Titulaire

Dans tous les cas, que les emprises aient été mises à sa disposition par le Maître d'Ouvrage ou qu'il ait lui-même entrepris les démarches permettant de les maîtriser auprès de tiers, le Titulaire demeure seul gardien desdites emprises et de l'outillage, des matériels et engins qui y sont entreposés.

S'agissant de ces emprises que le Titulaire est tenu de libérer (que celles-ci aient été mises à disposition par le Maître d'Ouvrage ou par un tiers), celui-ci doit, dans le cas d'une pollution occasionnée par lui en cours de travaux ou de modalités spécifiques d'exécution rendant nécessaire l'exécution de diagnostics de pollution sur les terrains conformément aux dispositions du Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale (DAE) des quais travaux de Noyon et Oisy-Le-Verger prendre seul en charge les frais de dépollution et, le cas échéant, les frais de diagnostic afférents.

A défaut d'exécution de tout ou partie des prescriptions du présent article, après mise en demeure restée sans effet pendant un délai de quinze (15) jours calendaires, il y est pourvu d'office aux frais et risques du Titulaire. Ces mesures sont appliquées sans préjudice des pénalités pour non-repliement des installations de chantier et remise en état prévues à l'article 9.2.6 ci-dessus.

9.2.7. Autres constats et états des lieux

Le Titulaire peut faire réaliser, à ses seuls frais et y compris par voie judiciaire (référé-préventif), tous autres constats et états des lieux qu'il jugera nécessaires afin de se prémunir de tous risques liés aux travaux. Ceci peut notamment être envisagé sur les parcelles et ouvrages situés hors des emprises. Il en informera le Maître d'œuvre et lui communiquera les constats qui en seront issus.

Dans l'hypothèse où c'est le Maître d'Ouvrage qui prendrait l'initiative d'engager un référé-préventif, le Maître d'Ouvrage n'assumera que les charges qui le concernent. Ceci implique que si le titulaire était concerné par cette procédure initiée par le Maître d'Ouvrage, il supporterait les frais qui le concernent sans possibilité pour lui de les faire prendre en charge par le Maître d'Ouvrage.



9.2.8. Gardiennage et accès au chantier

9.2.8.1. Gardiennage

Le gardiennage et la surveillance du chantier, de ses emprises et de tout bien s'y trouvant (dont les installations de chantier) sont à la charge du Titulaire et ce jusqu'à réception des travaux.

9.2.8.2. Accès au chantier

Le Titulaire ou, en cas de groupement, son mandataire doit assurer la gestion des accès au chantier selon les modalités décrites dans les pièces du présent marché.

Le Titulaire a l'obligation de laisser circuler librement sur le chantier, dans le respect des règles de sécurité applicables, tout représentant du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, le CSPS et toute autre personne que le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'œuvre lui désigneront expressément.

9.3. PROGRAMME D'EXECUTION ET RAPPORT D'AVANCEMENT

9.3.1. Initialisation du programme d'exécution au cours de la période de préparation

Le programme d'exécution doit comprendre l'ensemble des éléments suivants :

- + Méthodes,
- + Calendrier d'exécution y compris étude d'exécution, commandes des matériaux et délais d'approvisionnement,
- + Le Plan des Installations de Chantier,
- + Les ouvrages provisoires,
- + Rotation des équipes et du matériel par nature des travaux,
- + Enchaînement des tâches,
- + Marges disponibles,
- + Hypothèses de rendement, arrêts de chantier.


9.3.2. Gestion du programme d'exécution et rapport mensuel d'activité

9.3.2.1. Règles d'avancement et de mise à jour du programme d'exécution

Le Titulaire aura obligation de fournir des programmes et calendriers à jour à une fréquence mensuelle, sur base du programme et calendriers établis lors de la période de préparation.

Toute modification de ces documents de référence doit faire l'objet d'un accord préalable et écrit du Maître d'œuvre et du Maître d'Ouvrage ; en cas de dérapage, il est fait obligation au Titulaire d'établir un calendrier





de rattrapage ; si le dérapage constaté est de son fait, la validation de ce calendrier de rattrapage par le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage n'exonère en rien le Titulaire des pénalités de retard ou autres sanctions susceptibles de s'appliquer à lui.

9.3.2.2. Rapport mensuel d'activité


Document servant de base aux réunions d'avancement évoquées ci-dessous. Ce document doit notamment porter sur :

- + Point sur l'organisation du titulaire
- + Avancement des procédures qualité (notes d'organisation, procédures d'exécution, etc...)
- + Avancement des demandes d'agrément des matériaux, voire des matériels (centrales, compacteurs,...)
- + Avancement physique du chantier et synthèse des événements de la période écoulée,
- + Analyse des difficultés dans l'exécution du marché (retards ou autres) et mesures envisagées par le Titulaire pour les maîtriser,
- + Suivi des modifications,
- + Mise à jour du tableau des risques + reporting
- + Les prévisions d'exécution pour le mois en cours,
- + Le bilan financier complet du chantier lié aux événements survenus et aux éventuelles modifications intervenues,
- + Reporting qualité avec en particulier les non-conformités identifiées et les actions correctives entreprises
- + Reporting environnemental,
- + Reporting sécurité,
- + Reporting de gestion des déchets, des contrôles et de suivi des flux (traçabilité des terres et sédiments)
- + Reporting de suivi des modes de transport des approvisionnements
- + Point sur l'avancement des procédures administratives (DICT, arrêtés de circulation, etc.),
- + Respect des engagements en matière d'insertion et de recours à la sous-traitance auprès des PME,
- + Reportage photos
- + Liste des documents et statuts
- + Synthèse sur les journaux de chantier
- + Comptabilité des jours d'intempéries
- + etc.

9.4. REUNIONS

9.4.1.1. Réunion de lancement

Sept jours au plus tôt et quatorze jours au plus tard après la notification du marché, le MOE organise une réunion générale avec le Titulaire, le CSPS, le MOA et l'AMO-COP. Présence requise des responsables techniques et contractuels ainsi que du ou des représentants QSSE du Titulaire.



Les objectifs principaux de cette réunion sont :

- + Présentation des participants et les fonctions clés ;
- + Rappeler les objectifs et les exigences du projet ;
- + Apporter les clarifications nécessaires au Titulaire notamment en matière de Qualité, Santé, Sécurité & Environnement.

Le Titulaire présente à cette occasion :

- + Une version actualisée de son organigramme nominatif et l'annuaire associé ;
- + L'organisation prévisionnelle du chantier, notamment les dispositions prises en matière de Santé, Sécurité et Environnement ;
- + Le planning des activités pour les 2 premiers mois ;
- + La liste des documents d'organisation en cours de rédaction ;
- + Calendrier des premières réunions / formations internes au Titulaire et spécifique au marché ;
- + Habilitations Personnel et certificats de conformité Matériels requises.

9.4.1.2. Réunions de chantier

Une réunion hebdomadaire est tenue entre le Titulaire et le MOE pendant toute la durée des prestations de travaux ; elle permet d'aborder les sujets suivants (non exhaustifs) :

- + Avancement des études et production des documents d'exécution ou d'organisation ;
- + Avancement des travaux ;
- + Plan de contrôle, Points d'arrêts et Critiques des 3 prochaines semaines ;
- + Maîtrise des sous-traitants ;
- + Difficultés techniques et organisationnels ;
- + Bilan des non-conformités ;
- + Amélioration de la qualité et de la mise en œuvre, modalités et méthodes ;
- + Sécurité et santé sur le chantier ;
- + Suivi environnemental ;
- + Suivi des actions (tableau de suivi global, toute thématique confondue) ;
- + Autres identifiés au fur et à mesure du projet.

9.4.1.3. Réunions thématiques MOE

Certaines thématiques font l'objet de réunions spécifiques dès lors qu'elles ne sont pas traitées au cours des réunions de chantier ou qu'elles demandent une analyse plus approfondie, éventuellement avec la participation d'autres intervenants ayant connaissance et/ou qui s'en charge du domaine.

Ces sujets doivent être traités avec une fréquence régulière (mensuelle), le MOE notifie les sujets à étudier au Titulaire qui engage ses intervenants concernés à s'y rendre disponible, au plus tard dans les 3 semaines suivant la notification, pour la réalisation de la réunion et éventuellement la préparation des supports nécessaires à l'analyse et/ou la présentation du sujet.



9.5. ÉTUDES D'EXECUTION

Les dispositions relatives aux études d'exécution sont décrites à l'article 2.2 du CCTP.

9.5.1. Piquetage général

En application des dispositions de l'article 27.2.3 du CCAG-Travaux, le titulaire sera tenu de procéder lui-même et sous sa responsabilité, au piquetage général des ouvrages. Il devra, pour toutes ces opérations et pour toutes les vérifications que désirerait effectuer le maître d'œuvre, tenir à la disposition de celui-ci le matériel topographique et le personnel qualifié correspondant. Les frais engagés par le Titulaire à cette occasion sont compris dans le prix du marché.

9.5.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains et enterrés

S'agissant du piquetage spécial, il appartient au Titulaire de le réaliser comme l'article 27.3.2 du CCAG-Travaux le permet. Le Bordereau des prix unitaires et forfaitaires prévoit explicitement le prix correspondant à la réalisation de ces travaux de piquetage par le Titulaire.

Conformément au 2^{ème} alinéa de l'article 27.4 du CCAG-Travaux, le Titulaire est tenu de veiller à la conservation des piquets (pour le piquetage général et le piquetage spécial) et de les rétablir ou de les remplacer en cas de besoin.

9.6. CONSTATS CONTRADICTOIRES

En application de l'article 11 du CCAG Travaux, des constats contradictoires rédigés par le Maître d'œuvre à partir du cadre fourni en annexe 4 du CCAP sont établis notamment afin de valider l'avancement réel des travaux.

Pour l'établissement des demandes de paiement mensuelles visées à l'article 5.6.1 du présent CCAP, des constats contradictoires d'avancement seront réalisés une fois par mois, entre le 10 et le 20 de chaque mois, à la demande du Titulaire ou du Maître d'œuvre.

Les constats sont numérotés et datés, ils sont accompagnés de tous documents justificatifs (plans, photographies avec un élément permettant de déterminer l'échelle de la vue ...). Ils sont conservés par le Maître d'œuvre et une copie est transmise au Titulaire.

9.7. PROCEDURES ADMINISTRATIVES

9.7.1. Généralités

Les autorisations administratives énumérées ci-dessous sont à la charge du Maître d'Ouvrage :

- + Arrêté d'autorisation environnementale
- + Toutes les procédures administratives engendrées par des évolutions entre le projet autorisé et le cadre et les conditions des travaux définis au présent marché. (Toutes modifications par le Titulaire





du cadre et des conditions des travaux prévus au présent marché sont, conformément aux dispositions de la notice de respect de l'environnement et du développement durable, à la charge de celui-ci)

- + Toutes les procédures administratives des mesures situées hors des emprises du titulaire
- + Toutes les procédures administratives liées à la gestion de la maîtrise foncière au sein des emprises du titulaire
- + Toutes les procédures administratives liées à l'urbanisme

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG-Travaux, il est précisé que l'obtention de toutes les autorisations administratives restantes nécessaires à la réalisation des travaux et prestations associées sont à la charge du Titulaire.

La liste et le détail des procédures administratives énumérées ci-dessous ne saurait être considérée comme exhaustive et couvrir l'ensemble du champ réglementaire applicable à l'exécution du présent marché. Sont ainsi notamment à la charge du Titulaire :

- + DICT,
- + Permission de voirie,
- + Autorisation de rejet,
- + Fourniture des données au MOE pour les porter à connaissance et toutes autres démarches nécessaires.

La préparation des dossiers relatifs à chacune des procédures requises et l'obtention même des autorisations correspondantes nécessitent un haut degré de communication entre le Titulaire le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage auquel il appartient au Titulaire de veiller. En cas de besoin, il appartient au Titulaire de solliciter le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre ou tout tiers en vue de la réalisation de toute action utile au processus d'obtention des autorisations administratives.

Il appartient au Titulaire d'intégrer l'ensemble des procédures administratives de manière cohérente dans les programmes et calendriers qu'il est amené à produire. Il est entendu que la réalisation de l'ensemble des dossiers relatifs à ces procédures administratives et des démarches nécessaires à l'obtention des autorisations afférentes est incluse dans les prix.


Une copie des demandes déposées par le Titulaire auprès des services instructeurs et des décisions administratives qui leur font suite doit être transmise au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre.

Le Titulaire prend en charge les conséquences, notamment financières et de délais, liées au retard dans l'obtention ou à la non-obtention des autorisations administratives ainsi qu'aux recours exercés contre ces mêmes autorisations administratives dont il a la charge et à leur éventuel retrait. Il prend également en charge toutes les indemnités que serait amené à verser le MOA à des tiers cocontractants du MOA, du fait du décalage de planning d'exécution du projet consécutif au retard dans l'obtention des autorisations administratives dont il a la charge. Il en est de même, par principe, dans l'hypothèse où une demande modificative devrait être présentée auprès des services instructeurs.

Dans ces hypothèses, le Titulaire devra établir une nouvelle demande d'autorisation sans pouvoir prétendre à une rémunération supplémentaire.

Toutefois, le Titulaire ne pourra être tenu responsable du retard dans l'obtention des autorisations administratives, de leur non-obtention, d'un éventuel recours engagé à leur encontre, de leur retrait ou de la nécessité de demander une autorisation modificative lorsque ce retard, cette non-obtention, le recours, le retrait ou la nécessité de la modification ne lui sont pas imputables et qu'il justifie avoir mis en œuvre toutes les diligences nécessaires.





Si, dans un délai de 2 mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent marché les autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux et prestations associées à la charge du Titulaire n'ont pas été obtenues (hors PAC) :

- + les Parties conviennent de se rencontrer, à la demande de la Partie la plus diligente, pour évaluer les conséquences de la situation ;
- + sauf décision expresse contraire du Maître d'Ouvrage, le Titulaire a l'obligation de poursuivre l'exécution du marché pour les travaux et prestations associées qui ne sont pas concernés par l'absence ou le refus d'autorisation ;
- + si la non-obtention de la ou des autorisations administratives font manifestement obstacle à la poursuite du marché, la résiliation du marché pourra être décidée par le Maître d'Ouvrage ; selon que la non-obtention résulte ou non de la faute du Titulaire, la résiliation sera ou non prononcée pour faute de ce dernier.

Si les autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux et prestations associées à la charge du Titulaire ont fait l'objet d'un recours ou d'un retrait :


- + les Parties conviennent de se rencontrer dans le délai de quinze (15) jours à compter de la connaissance de ce recours ou de ce retrait, à la demande de la Partie la plus diligente, pour évaluer les conséquences de la situation ;
- + sauf décision expresse contraire du Maître d'Ouvrage, le Titulaire a l'obligation de poursuivre l'exécution du marché pour les travaux et prestations associées qui ne sont pas concernés par le recours ou le retrait ;
- + si le recours formé ou le retrait font manifestement obstacle à la poursuite du marché, le Maître d'Ouvrage pourra soit décider de suspendre l'exécution du marché dans les conditions définies à l'article 4.3.2 ci-dessus, soit décider la résiliation du marché ; selon que le recours ou le retrait résultent ou non de la faute du Titulaire, cette résiliation sera ou non prononcée pour faute de ce dernier.

Il est par ailleurs précisé que sont également compris dans la mission du Titulaire :

- + l'assistance au Maître d'Ouvrage pour l'exposition et la défense éventuelle de ces dossiers de demandes d'autorisations administratives ;
- + la fourniture des renseignements complémentaires réclamés pour l'instruction lorsqu'ils relèvent de la compétence du Titulaire ;
- + l'élaboration et la constitution des dossiers de présentation aux organismes à caractère consultatif habilités à connaître le projet, ainsi que la participation du Titulaire aux réunions où est présenté et discuté le projet ;
- + l'assistance pour les renseignements spécifiques au dossier d'autorisations administratives et tous dossiers administratifs liés à l'opération.

9.7.2. Itinéraires, et aménagement des voiries et accès aux emprises

Pendant la période de préparation, le Titulaire devra s'assurer de la possibilité d'emprunter les itinéraires envisagés, notamment en se rapprochant des autorités compétentes et pour déterminer avec elles les



conditions d'utilisation, d'entretien et de remise en état. Certains itinéraires envisagés sont précisés dans le CCTP.

En dérogation de l'article 31.3 du CCAG Travaux, le Titulaire devra faire le nécessaire afin d'obtenir ces autorisations administratives dans le délai compatible avec le planning du projet.

Le Titulaire s'engage à tenir strictement informé le MOA des échanges qu'il aura avec les autorités compétentes sur ce sujet, et notamment en cas de difficultés ou de retard dans l'obtention des autorisations. Dans ces dernières hypothèses, le Titulaire devra fournir au MOA tous les éléments lui permettant de prendre connaissance de la difficulté ou de l'origine du retard.

Des constats d'huissier seront réalisés par le Titulaire sur l'état des voiries de dessertes des emprises, ainsi que des abords de celles-ci. Par dérogation de l'article 34.1 du CCAG-Travaux, les risques des dégradations occasionnées sur les voies et espaces publics pour les transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels liés au chantier seront pris en charge par le Titulaire.

En cas de modification des itinéraires, pour quelque cause que ce soit, le Titulaire s'engage à procéder sans délais à tous les aménagements qui se révéleraient nécessaires, dont ceux des voiries de desserte aux emprises et de leur accès. Les frais directs liés aux aménagements imposés par les modifications des itinéraires autorisés seront à la charge du MOA, sauf si cette modification d'itinéraire est imputable au Titulaire.

L'évaluation de ces coûts se fera sur la base des pièces « Prix » du marché (BPU).

9.8. SAUVEGARDE DU PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE

En cas de découverte de vestiges archéologiques, les travaux sont immédiatement ajournés conformément aux dispositions de l'article 4.3.2 du présent CCAP. Le Maître d'Ouvrage ainsi que le Maître d'œuvre doivent être immédiatement avertis et les dispositions de l'article 33 du CCAG Travaux trouvent à s'appliquer.

9.9. DECOUVERTE DE CORPS OU DE RESTES HUMAINS

Les prescriptions de l'article 33 du CCAG Travaux s'appliquent en intégralité. Elles sont complétées par les prescriptions ci-après.

En cas de découverte fortuite sur le chantier de matériaux, objets et vestiges lors de la réalisation d'excavations de fouilles de démolition ou de toute autre opération, le Titulaire informe immédiatement le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre. Il stoppe immédiatement les travaux dans la zone concernée conformément aux dispositions de l'article 4.3.3 ci-dessous et en balise l'aire.

Le titulaire est tenu de signaler immédiatement au Maître d'œuvre et au Maître d'Ouvrage les situations ci-dessus et de les informer des possibilités de poursuivre ou non les travaux tout en suspendant l'exécution des travaux sur les zones concernées.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le tracé du projet traverse des zones où se sont déroulées des batailles importantes et meurtrières lors des première et seconde guerres mondiales. A ce titre le



Maître d'Ouvrage a noué une convention avec la Commonwealth War Graves Commission (CWGC) relativement à la préservation de la mémoire des soldats ayant combattu lors de ces guerres.

Ainsi, en cas de découverte de vestiges humains ou d'effets personnels pouvant être ceux d'un soldat de la première ou de la seconde guerre mondiale, le titulaire contactera la police ou la gendarmerie (17) puis contactera la CWGC au 06 74 95 18 67 ou au 03 21 21 77 00 ou par e-mail à recovery.unit@cwgc.org. Il avertira ensuite immédiatement le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre.

Il est recommandé de ne toucher à rien. Il existe en effet un risque pyrotechnique (explosion, présence de gaz toxique). D'autre part, l'emplacement des ossements et des insignes (boutons, sifflets, balles, fusils) peut permettre de déterminer la nationalité d'un soldat, voire son identité. Le titulaire protégera immédiatement les lieux à l'aide d'une bâche ou d'une banderole en attendant l'arrivée de la police, gendarmerie et de la CWGC.

En complément, et en application de l'article 53.1 du CCAG-Travaux, le Maître d'Ouvrage pourra décider de l'ajournement des travaux si l'arrêt des travaux lié à la découverte faite est supérieur à deux (2) jours.

En dérogation à l'article 32.1 du CCAG-Travaux, les arrêts de moins de deux (2) jours consécutifs, relatifs à la découverte de vestiges humains ou archéologiques, ne donnent lieu à aucune prolongation de délai.

9.10. ENGINS EXPLOSIFS DE GUERRE

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le tracé du projet traverse des zones où se sont déroulées des batailles importantes et meurtrières lors des première et seconde guerres mondiales et que le site est susceptible de contenir un nombre significatif d'engins de guerre non explosés et/ou toxiques.


Les prescriptions de l'article 32 du CCAG travaux s'appliquent ; elles sont complétées par les prescriptions ci-après.

Le Maître d'Ouvrage a noué un partenariat avec la Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises (DGSCGC) relativement à la prévention des risques pyrotechniques et à l'enlèvement et la destruction des engins de guerre découverts sur le chantier. À ce titre, la DGSCGC assure :

- + Les actions de sensibilisation des personnels à ce risque : À ce titre, il appartient au titulaire de solliciter la DGSCGC dans le cadre de cette convention en vue de faire réaliser par celle-ci des sessions de sensibilisation pour tous les chefs de chantier, conducteurs d'engins, personnels à pied susceptibles d'intervenir sur site lors de tous travaux en lien avec le terrain ou la manipulation de matériaux du site (dégagement des emprises, démolition d'ouvrages existants, terrassements, etc...)
- + La délivrance des procédures à suivre en cas de découverte de tels objets ou engins,
- + Les opérations de déminage,
- + Les opérations d'enlèvement.

Il a également été procédé à la réalisation d'une étude cartographique définissant un zonage du risque (zones à risques faibles, zones à risque modéré, zones à risque fort). Cette cartographie, les mesures à mettre en œuvre, ainsi que la convention SCSNE/DGSCGC figurent en annexe au CCAP.





Dans le cadre de la période de préparation avant le démarrage de tous travaux sur site, le titulaire établira sa procédure de gestion du risque pyrotechnique lié à la présence d'engins de guerre dans les emprises et la soumettra à l'approbation du CSPS et du Maître d'œuvre.

Le titulaire est tenu de solliciter la tenue d'une session de sensibilisation de leur personnel au moins 1 mois avant l'intervention de ceux-ci sur le chantier auprès de la DGSCGC. Ainsi, tous les chefs de chantier et tous les conducteurs d'engins manipulant la terre ou le terrain devront suivre une demi-journée de sensibilisation sur les risques et protocoles à suivre en cas de découverte d'engins pyrotechniques, au centre de Déminage de Laon, avant le démarrage de leur intervention.

Les règles et procédures spécifiques liées à la découverte des engins de chantier sont précisées en annexe au CCAP et au PGCSPPS. Elles sont à respecter scrupuleusement à peine d'application des pénalités sécurité correspondantes.

En cas de découverte fortuite sur le chantier d'engins de guerre non explosés ou douteux lors de la réalisation d'excavations de fouilles de démolition ou de toute autre opération, le titulaire informe immédiatement le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et l'autorité en charge de faire procéder à l'enlèvement des engins. Il stoppe immédiatement les travaux dans la zone concernée et en balise l'aire. Le titulaire avertit immédiatement la DGSCGC dans le cadre de la convention liant la SCSNE et la DGSCGC, avec copie au Maître d'Ouvrage, au Maître d'œuvre et au CSPS. Il est alors convenu avec la DGSCGC des modalités de déminage et d'enlèvement de l'engin.

En cas de découverte d'un engin de guerre, le titulaire doit :

- + ne pas y toucher,
- + baliser un périmètre et interdire l'accès,
- + appliquer les principes de l'instruction figurant au pièces QSSE du marché,
- + interdire les circulations et suspendre les travaux dans ce périmètre,
- + alerter l'autorité compétente (Protection Civile),
- + informer le maître d'œuvre, le coordonnateur SPS et le maître d'ouvrage,
- + ne reprendre les travaux qu'après avoir reçu du service de déminage mentionné ci-dessus, la confirmation de la fin de son intervention.

En cas de découverte d'un engin ou d'un explosif de guerre, le titulaire mettra en place un périmètre de sécurité et tout travail sera arrêté dans ce périmètre. L'engin ne devra être touché sous aucun prétexte et son emplacement sera marqué.

En dérogation au c) de l'article 32.1 du C.C.A.G.-Travaux, le titulaire ne doit reprendre les travaux qu'après avoir reçu du service de déminage mentionné ci-dessus, la confirmation de la fin de son intervention.

Le Service Départemental de la Sécurité Civile (déminage) qui en assurera l'enlèvement sera immédiatement prévenu et il sera mis en place dans l'attente de leur intervention une barrière et une signalisation par un fanion rouge portant l'inscription : DANGER - INTERDICTION D'APPROCHER.

Le titulaire est responsable de la garde des engins jusqu'à leur prise en charge soit par la gendarmerie, soit par le service de déminage.



Ces consignes générales ne font pas obstacle aux consignes particulières mises au point en cours de travaux avec le service spécialisé de déminage précité et le Coordonnateur S.P.S.

En dérogation à l'article 32.3 du C.C.A.G.-Travaux, les dépenses liées aux dispositions de prévention édictées par le service de déminage sont à la charge du titulaire.

En outre, le titulaire doit contracter toutes les assurances utiles et les faire accepter. À ce titre, le titulaire doit inclure dans sa police d'assurance couvrant la réalisation des travaux ce risque et le faire préciser sur l'attestation à fournir au maître d'ouvrage avec les éléments d'appréciation permettant de vérifier et éventuellement de demander des garanties complémentaires.

Les dépenses liées au déminage et à l'évacuation des engins explosifs sont à la charge du maître d'ouvrage.

En complément, et en application de l'article 53.1 du CCAG-Travaux, le Maître d'Ouvrage pourra décider de l'ajournement des travaux si l'arrêt des travaux lié à la découverte faite sur est supérieure à deux (2) jours consécutifs.

En dérogation à l'article 32.1 du CCAG-Travaux, les arrêts de moins de deux (2) jours ouvrables consécutifs, relatifs à la découverte d'engins explosifs, ne donnent lieu ni à indemnité, ni à prolongation de délai.

Pour autant que les prescriptions qui viennent d'être énumérées soient observées, les risques non susceptibles d'être couverts par les assurances seront considérés comme entrant dans le cadre de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre et son ordonnance n° 58-1453 du 31 décembre 1958.

9.11. MATERIAUX A POLLUTION ANTHROPIQUE

Préalablement à la notification du marché, le Maître d'Ouvrage a procédé à une identification des zones présentant un risque de pollution et à des investigations de terrain qui ont permis d'identifier les sites contenant des matériaux pollués par une activité anthropique. Les résultats de cette caractérisation préalable, notamment l'identification des sites présentant une pollution anthropique avérée, sont portés à l'attention du Titulaire dans les documents particuliers du marché.

En complément de cette caractérisation préalable, un contrôle de conformité en phase travaux, mis en œuvre sous la forme d'un contrôle visuel et organoleptique des matériaux extraits, est à réaliser par le Titulaire afin d'identifier en continu les matériaux présentant une suspicion de toxicité ou de dangerosité. Par dérogation à l'article 32 du CCAG Travaux, en cas de découverte de matériaux polluants, pollués ou présentant une suspicion de toxicité ou de dangerosité sur une zone à pollution anthropique avérée, le Titulaire ne pourra prétendre à une quelconque prolongation du délai de réalisation des travaux, y compris dans le cas où il aurait suspendu son activité sur la zone concernée afin de procéder à l'évacuation desdits matériaux.

Par ailleurs et également par dérogation à l'article 32 du CCAG Travaux, en cas de découverte fortuite, dans le cadre du contrôle de conformité continu en cours d'excavation, de matériaux présentant une suspicion de toxicité ou de dangerosité sur une zone non identifiée comme à risque de pollution lors des caractérisations préalables, le Titulaire doit :





- + suspendre l'activité dans le secteur concerné et y interdire toute circulation au moyen de clôtures, panneaux de signalisations, balises etc. ;
- + informer le Maître d'œuvre et définir avec lui les modalités de poursuite de l'activité (sur une zone connexe à celle de la zone d'excavation concernée par la non-conformité ou l'anomalie par exemple) ou suspendre le travail sur la zone concernée par l'anomalie ou la non-conformité ;
- + procéder à une caractérisation préalable des terres excavées concernées par la non-conformité ou l'anomalie ;
- + procéder à l'évacuation des terres caractérisées dangereuses vers le lieu de leur élimination ou traitement en installation classée pour la protection de l'environnement ;
- + reprendre les travaux après autorisation du Maître d'œuvre

En cas d'impossibilité de poursuite d'activité dûment constatée par le Maître d'œuvre, et pour autant que les travaux concernés sont sur le chemin critique, les dispositions de l'article 18.2.2 du CCAG s'appliquent.

10. RECEPTION DES TRAVAUX ET PRESTATIONS ASSOCIEES

En préambule au présent article, il est rappelé que le Titulaire assure seul et sous son entière responsabilité la garde du chantier, des ouvrages et de tout élément s'y trouvant jusqu'au prononcé de la réception des travaux par le Maître d'Ouvrage.

10.1. RECEPTION DES TRAVAUX

10.1.1. Procédure de réception

Le délai d'exécution des opérations préalables à la réception débute à compter du constat d'achèvement des travaux devant intervenir à l'échéance indiquée à l'article 3 de l'acte d'engagement. Conformément aux dispositions de l'article 41.1 du CCAG-Travaux, le Titulaire doit aviser le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre par lettre recommandée avec demande d'avis de réception de la date à laquelle ce constat d'achèvement est susceptible d'intervenir. Conformément aux dispositions de l'article 40 du CCAG-Travaux, le Titulaire remet au Maître d'œuvre l'ensemble des dossiers des ouvrages exécutés à cette même occasion.

10.1.2. Réception partielle

Sans objet

10.1.3. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Dans les hypothèses prévues par les pièces techniques du présent marché ou après émission par le Maître d'œuvre d'un ordre de service dédié, certains ouvrages ou parties d'ouvrages peuvent être mis à disposition dans les conditions définies par l'article 43 du CCAG Travaux.





10.2. RECEPTION DES PRESTATIONS ASSOCIEES

La liste des livrables ainsi que les documents d'organisation (PMQSSE et procédures associées) sont transmis au MOE un mois au plus tard après la notification du marché.

Délais VISA et Reprise des livrables :

A. Date de diffusion du livrable	B. Délais VISA MOE	C. Délais Reprise Titulaire
D. T0	E. T1 = T0 + 15j calendaires	F. T2 = T1 + 15j calendaires

Les modalités relatives au VISA des documents du titulaire sont indiquées à l'article 9.2.2 – Visa des documents du titulaire de la Notice de management de la qualité et de la sécurité et à l'article 2.2.5 - Documents pour visa du CCTP.

11. GARANTIES CONTRACTUELLES

Il est fait application des dispositions de l'article 44 du CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG travaux, si, à l'expiration du délai de garantie, le Titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations associées nécessaires à la levée des réserves émises tant à la réception que pendant le délai de garantie ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39 du CCAG-Travaux, le délai de garantie est prolongé, sans formalité préalable, jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations associées, que celle-ci soit assurée par le Titulaire ou par un tiers à ses frais et risques conformément aux stipulations de l'article 41.6. CCAG Travaux.


12. CONFIDENTIALITE

12.1. PRINCIPE

Le Titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité les plus absolus pour tout ce qui concerne les « Informations Confidentielles ». Il est entendu que cette notion d'« Informations Confidentielles » couvre à la fois les informations confidentielles au sens de l'article 5.1.2 du CCAG-Travaux et les résultats au sens de l'article 48 du CCAG-Travaux produits ou obtenus par le Titulaire au cours de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire prend toutes les mesures nécessaires au respect de la présente obligation de confidentialité. À ce titre, il s'engage notamment à ne pas utiliser les Informations Confidentielles pour une autre finalité que l'exécution du présent marché et à informer sans délai le Maître d'œuvre et Maître d'Ouvrage de toute situation à même de constituer une violation des présentes dispositions.






Le Titulaire ne permettra l'accès aux Informations Confidentielles qu'aux seuls membres de son personnel ayant strictement besoin d'en connaître et à la condition expresse que ces derniers aient signé, personnellement et préalablement, la Charte de Confidentialité du Projet CSNE dont le modèle figure en annexe de l'Acte d'Engagement.

Le Titulaire ne peut, sans l'autorisation préalable et écrite du Maître d'Ouvrage, transmettre une quelconque Information Confidentielle à un tiers, y compris à titre gratuit et y compris par oral. Les seules dérogations à ce principe sont les suivantes :

- + s'agissant des sous-traitants du Titulaire, le Titulaire pourra leur transmettre des Informations Confidentielles sous réserve que lesdits sous-traitants aient été dûment acceptés par le Maître d'Ouvrage et après que le Titulaire (i) aura inséré dans les contrats le liant auxdits sous-traitants des clauses de confidentialité au moins aussi contraignantes que les présentes et (ii) se sera assuré que chacun des membres du personnel desdits sous-traitants susceptible d'avoir accès aux Informations Confidentielles a strictement besoin d'en connaître et a signé la Charte de Confidentialité du Projet CSNE ;
- + s'agissant des échanges que le Titulaire est amené à avoir avec les autres opérateurs économiques avec lesquels il est en interface du fait même de l'exécution du présent marché ; d'une part, le Titulaire doit, avant même d'échanger une Information Confidentielle, (i) s'assurer que ces derniers sont, d'une quelconque manière, liés au projet CSNE, au Maître d'Ouvrage ou à tout autre titulaire d'un marché attribué par le Maître d'Ouvrage dans le cadre du projet CSNE pour lequel ils interviennent en qualité de sous-traitant, (ii) qu'ils sont, à ce titre, soumis aux mêmes obligations de confidentialité que celles objet du présent article, et que chacun des membres de leur personnel et intervenants a signé la Charte de Confidentialité du Projet CSNE ; d'autre part, le Titulaire ne peut échanger avec ces opérateurs économiques et leur personnel et intervenants que des Informations Confidentielles strictement liées à l'exécution des travaux et prestations associés objets de l'interface les liant l'un à l'autre, à l'exclusion de toute Information Confidentielle dont le Titulaire serait en possession mais non directement liée à l'activité de l'autre opérateur économique considéré.

En tout état de cause, le Titulaire reste responsable envers le Maître d'Ouvrage de tout manquement aux présentes obligations de confidentialité, que celles-ci relèvent de son propre fait ou du fait de ses sous-traitants, étant entendu que tout manquement pourra, le cas échéant, conduire le Maître d'Ouvrage à résilier le présent marché aux torts du Titulaire en application de l'article 16 ci-dessous.

Afin de permettre les vérifications nécessaires quant à l'identité des opérateurs économiques et de leur personnel et intervenants à même d'accéder aux Informations Confidentielles, le Titulaire établira et tiendra à jour la liste exhaustive des membres de son personnel et/ou de ses intervenants ayant signé la Charte de Confidentialité du Projet CSNE (en ce compris le personnel et les intervenants de ses sous-traitants). Cette liste devra comprendre les informations suivantes : nom, prénom, entreprise et service de rattachement, qualité/fonction. Cette liste sera en permanence accessible au Maître d'œuvre et au Maître d'Ouvrage, lesquels pourront à tout moment en demander la transmission sous format informatique. Réciproquement, le Maître d'Ouvrage tiendra à jour la liste globale des personnes, membres de son personnel et membres du personnel et intervenants de l'ensemble des opérateurs économiques impliqués dans l'exécution du projet CSNE, qui ont signé la Charte de Confidentialité du Projet CSNE et sont ainsi autorisées à connaître d'Informations Confidentielles. Sur demande du Titulaire, le Maître d'Ouvrage vérifiera cette liste globale afin d'informer le Titulaire du fait que les personnes physiques avec lesquelles il



entend échanger des Informations Confidentielles sont ou non signataires de la Charte de Confidentialité du Projet CSNE et donc autorisées ou non à en connaître.

Le Titulaire s'engage à première demande du Maître d'œuvre ou du Maître d'Ouvrage à restituer les Informations Confidentielles ou à les détruire et à certifier par écrit les avoir détruites. Cet engagement vaut tant pour les Informations Confidentielles en sa possession que celles détenues par ses sous-traitants.

12.2. EXCEPTIONS

Toutefois et en complément de l'article 5.1.4 du CCAG-Travaux, les obligations de confidentialité objet du présent article ne s'appliquent pas aux informations dont le Titulaire peut apporter la preuve que :

- + l'information concernée était en sa possession avant l'entrée en vigueur du présent marché ;
- + le Titulaire a licitement obtenu l'information concernée d'un tiers qui était lui-même autorisé à la divulguer ; par essence, la présente exception ne s'applique pas aux informations transmises par des tiers qui s'avèrent être eux-mêmes soumis au dispositif de confidentialité mis en œuvre dans le cadre du Projet CSNE, ces informations constituant par nature des Informations Confidentielles ;
- + l'information concernée était dans le domaine public au moment de sa divulgation ou qu'elle y est tombée autrement que par un manquement du Titulaire aux exigences du présent article ;
- + la divulgation est rendue nécessaire par application d'une décision d'une autorité administrative ou judiciaire ; dans cette hypothèse, le Titulaire doit toutefois en informer le Maître d'Ouvrage dans les plus brefs délais afin de limiter la communication à ce qui est strictement nécessaire pour répondre à la disposition légale ou réglementaire ou à l'injonction administrative ou judiciaire ; cela vaut notamment en cas de demande de communication de toute pièce formulée par un tiers en application de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public, aujourd'hui codifiée au Livre III du Code des relations entre le public et l'administration.

12.3. DUREE DE L'ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE

Sauf décision contraire des Parties, les dispositions du présent article produisent leurs effets pendant toute la durée du présent marché et pendant les cinq (5) années suivant sa cessation, pour quelque cause que ce soit.

12.4. REFERENT CONFIDENTIALITE

Pendant toute la durée du présent engagement, le Titulaire désigne nominativement la personne au sein de son personnel chargée d'assurer l'interface avec le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage quant à la gestion des obligations en matière de confidentialité. Cette personne est désignée « Référent Confidentialité ».

Le Référent Confidentialité a notamment pour fonction :

- + de transmettre la Charte de Confidentialité du Projet CSNE aux personnes physiques dont la mission l'exige ;



- + de s'assurer que lesdites personnes ont signé la Charte de Confidentialité du Projet CSNE et que celle-ci a été retournée signée en original au Maître d'Ouvrage avant qu'elles n'aient accès à une quelconque Information Confidentielle ;
- + de tenir en permanence à jour la liste exhaustive des membres du personnel du Titulaire et/ou de ses intervenants ayant signé la Charte de Confidentialité du Projet CSNE (en ce compris le personnel et intervenants des sous-traitants du Titulaire).

Enfin, il est précisé que les courriels échangés dans le cadre de l'exécution du présent marché incluent un rappel automatique de l'interdiction de les transférer à d'autres destinataires non soumis au dispositif de confidentialité défini par le présent article et la Charte de Confidentialité du Projet CSNE.

13. CONFLITS D'INTERETS

Le Titulaire s'engage, en toute circonstance, à maintenir rigoureusement son indépendance d'analyse, de jugement et d'action.

Le Titulaire s'engage à éviter tout conflit d'intérêts pouvant exister entre ses intérêts matériels ou moraux et ceux du Maître d'Ouvrage. Pour ce faire, et pendant toute la durée du présent marché, le Titulaire doit, notamment :

- + vérifier que ses personnels et intervenants ne se trouvent pas dans une telle situation de conflits d'intérêts ;
- + prendre les mesures nécessaires, notamment en termes d'organisation, pour que de telles situations ne se présentent pas.

Si, toutefois, le Titulaire constate ou a connaissance de toute situation le concernant susceptible de créer ou d'aboutir à un conflit d'intérêts avec les intérêts du Maître d'Ouvrage, il le signale sans délai à ce dernier. En tout état de cause, le Titulaire s'abstient formellement de toute action identifiée comme susceptible d'engendrer un conflit d'intérêts et soumet à l'approbation du Maître d'Ouvrage les mesures qu'il se propose de mettre en œuvre pour faire disparaître cette situation.


Par conflit d'intérêts au sens de ces dispositions, on entend toute situation dans laquelle le Titulaire ou ses personnels et intervenants seraient amenés à porter un jugement ou à participer à une prise de décision, dont ils pourraient tirer un intérêt direct ou indirect dans le cadre de leurs activités, intérêt qui peut être perçu comme portant atteinte à l'exercice impartial et objectif de leurs missions.

On entend par « intérêt(s) » tout intérêt familial, sentimental, économique, politique ou autre partagé avec des tiers, y compris les intérêts professionnels conflictuels.

Dans l'hypothèse où le Titulaire fait appel à des sous-traitants ou se trouve lié à des entreprises dans les conditions définies ci-dessous, il s'engage, au titre de ces relations, à faire respecter les mêmes principes que ceux définis au présent article. Il est ainsi entendu que le Titulaire demeure responsable envers le Maître d'Ouvrage des conséquences, de quelque nature que ce soit, d'un éventuel conflit d'intérêts entre ces sous-traitants, ces entreprises liées, leurs personnels et intervenants et les intérêts du Maître d'Ouvrage.

À ce titre, le Titulaire s'engage, pour lui-même et au nom et pour le compte de ses sous-traitants et des entreprises liées, à s'interdire de communiquer toute information, de nouer tout contact et d'apporter une quelconque assistance à tout tiers qui, dans un domaine ayant un lien quelconque avec le projet CSNE, pourrait se fonder sur les informations ainsi obtenues en vue notamment de sa participation à toute consultation initiée par le Maître d'Ouvrage dans ce cadre. En complément, et comme cela est également imposé au titre des engagements en matière de confidentialité, il est rappelé que chacune des personnes physiques appelées à intervenir personnellement au sein du projet CSNE devra, au préalable, signer la





Charte de Confidentialité du Projet CSNE laquelle intègre des dispositions spécifiques relatives à la prévention des conflits d'intérêts.

Par entreprise liée au sens des dispositions du présent article, on entend toute entreprise sur laquelle le Titulaire peut exercer, directement ou indirectement, une influence dominante, ou toute entreprise qui peut exercer une influence dominante sur le Titulaire ou toute entreprise qui, comme le Titulaire, est soumise à l'influence dominante d'une autre entreprise du fait de la propriété, de la participation financière ou des règles qui la régissent.

L'influence dominante est présumée lorsqu'une entreprise, directement ou indirectement, à l'égard d'une autre entreprise détient la majorité du capital souscrit de l'entreprise ou dispose de la majorité des voix attachées aux parts émises par l'entreprise ou peut désigner plus de la moitié des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance de l'entreprise.

14. PROPRIETE INTELLECTUELLE

14.1. CONNAISSANCES ANTERIEURES

Les dispositions des articles 46 et 47 du CCAG-Travaux relatives aux connaissances antérieures standards ou non s'appliquent dans leur intégralité au présent marché.


14.2. REGIME DES RESULTATS

En complément de l'article 48 du CCAG-Travaux, les finalités et besoins d'utilisation des résultats sont, dans le cadre du présent marché, les suivants :

- + usage pour les besoins de la réalisation du projet de liaison fluviale Seine-Nord Europe (ou Seine-Escaut), y compris communication des résultats du Titulaire aux entreprises candidates à de futurs contrats, aux AMO et MOE du Maître d'Ouvrage et aux autres parties prenantes des projets, notamment les partenaires Européens (gouvernements, acteurs économiques etc.), les représentants de la Commission Européenne, de l'État et des collectivités locales ;
- + usage pour les besoins du gestionnaire de l'infrastructure fluviale ;
- + usage dans la mise en œuvre des projets du Maître d'Ouvrage ou pour des besoins de formation ou de communication interne ou externe.

S'agissant des droits du Maître d'Ouvrage, les résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique font l'objet, conformément aux dispositions de l'article 48.2.1 du CCAG-Travaux, d'une cession à titre exclusif du fait de leur caractère confidentiel.

Malgré cette cession à titre exclusif, il est précisé que le Titulaire pourra, par dérogation à l'article 48.3 du CCAG-Travaux, exploiter à titre commercial les résultats du marché, avec accord préalable et écrit du Maître d'Ouvrage et sous réserve de mentionner que le Maître d'Ouvrage en a assuré le financement. Dans ce cas, il sollicitera obligatoirement le Maître d'Ouvrage par écrit en vue de lui présenter son projet d'utilisation détaillé et après présentation, le Maître d'Ouvrage, au regard de ses intérêts, donnera ou non son accord, éventuellement assorti de réserves. En cas de réserves, le Titulaire devra amender son projet qui donnera lieu à nouvelle présentation du projet amendé et à une décision expresse d'acceptation ou de refus.



Il est entendu que, par exception au même article 48.3 du CCAG-Travaux, ce droit d'exploitation accordé au Titulaire l'est sans que le ce dernier n'ait à s'acquitter d'une quelconque redevance.

Il est précisé que toute entité qui sera substituée au Maître d'Ouvrage et notamment VNF, pourra faire usage des résultats même partiels pour toute utilisation entrant dans son champ de compétence matérielle et territoriale dans les mêmes conditions que celles dont bénéficie le Maître d'Ouvrage.

14.3. REGIME DES DONNEES

Les dispositions de l'article 48.2.3 du CCAG-Travaux relatives au régime des données s'appliquent dans leur intégralité au présent marché.

15. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

15.1. PRINCIPES GENERAUX

Dans le cadre de leurs relations contractuelles et en application de l'article 5.2.1 du CCAG-Travaux, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « *le règlement européen sur la protection des données* »).

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte du Maître d'Ouvrage, qualifié de « *responsable de traitement* » au sens du règlement européen sur la protection des données, les données à caractère personnel nécessaires pour réaliser les travaux et prestations associées objet du présent marché.

Les données à caractère personnel que le Titulaire est susceptible de traiter sont les suivantes :

- + Données personnelles des personnes autorisées à pénétrer sur le chantier.

L'objectif de la transmission au Titulaire de ces données est de lui permettre d'assurer un contrôle des accès au chantier.

La base juridique du traitement se trouve aux c) et e) de l'article 6.1 du RGPD.

Il est entendu que les obligations en matière de traitement de données à caractère personnel s'appliquent pendant toute la durée du présent marché.

15.2. ENGAGEMENTS DU TITULAIRE

Au titre des présentes dispositions et en plus des obligations définies à l'article 12 – Confidentialité, le Titulaire s'engage tout particulièrement à :



- 1) traiter les données uniquement pour la ou les seules finalité(s) objet du présent marché et dans la limite de la durée de celui-ci ;
- 2) traiter les données à caractère personnel de manière licite, loyale et transparente envers les personnes concernées et limiter la collecte aux seules données à caractère personnel pertinentes et nécessaires en vue de la réalisation des travaux et prestations associées ;
- 3) garantir la mise en œuvre de mesures appropriées afin d'assurer la sécurité, la confidentialité et l'intégrité des données à caractère personnel rendues accessibles au titre du présent marché ;

À ce titre, le Titulaire doit tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement de données à caractère personnel effectuées. Ce registre comprend le nom et les coordonnées du Maître d'ouvrage et des éventuels sous-traitants du Titulaire amenés à traiter les données à caractère personnel ainsi que, dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité prises.

- 4) veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- 5) ne conserver les données personnelles auxquelles il aura eu accès que pendant la durée du marché et à les restituer au Maître d'ouvrage ou à certifier les avoir détruites (y compris toute copie) à l'issue de celui-ci ;
- 6) coopérer activement avec le Maître d'ouvrage afin de lui permettre d'évaluer et de documenter la conformité du traitement de données à caractère personnel résultant du marché ; à ce titre, le Titulaire met à la disposition du Maître d'ouvrage la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits par le Maître d'ouvrage lui-même ou un autre auditeur qu'il aura mandaté, et contribuer à ces audits.

15.3. SOUS-TRAITANCE

Conformément aux dispositions de l'article 2.8 ci-dessus, le Titulaire peut faire appel à un sous-traitant pour réaliser une partie des travaux et prestations associées objets du présent marché. Ledit sous-traitant peut alors être amené à avoir accès et à traiter certaines données à caractère personnel initialement transmises au Titulaire.

Dans ces circonstances, le Titulaire doit, lorsqu'il déclare un sous-traitant, informer le Maître d'ouvrage des activités de traitement de données à caractère personnel que ledit sous-traitant est susceptible de mener. Dans le délai de 21 jours prévu à l'article R2193-4 du Code de la commande publique, le Maître d'ouvrage peut présenter ses objections à ce sujet.

Dès lors que le sous-traitant est accepté, il appartient au Titulaire de veiller à ce que le sous-traitant agisse en conformité avec la législation applicable en matière de protection des données à caractère personnel et qu'il respecte l'ensemble des engagements imposés au Titulaire par l'article 12 du CCAP. En tout état de cause, le Titulaire demeure pleinement responsable du respect par le sous-traitant de ces obligations.





15.4. DROIT DES PERSONNES CONCERNEES

Le Titulaire doit assister le Maître d'ouvrage à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées actionnent auprès du Titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le Titulaire doit adresser ces demandes dès réception au Maître d'ouvrage.

- Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :

Société du Canal Seine-Nord Europe

23, place d'Armes

60 200 Compiègne

Représentée par le Président du Directoire

- Coordonnées du délégué à la protection des données :

Société du Canal Seine-Nord Europe

23, place d'Armes

60 200 Compiègne

dpo.scsne@scsne.fr

15.5. NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le Titulaire notifie au Maître d'ouvrage toute violation de données à caractère personnel dans les plus brefs délais et au plus tard dans les 72 heures après en avoir eu connaissance et ce par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine.

Cette notification contient au moins :

- 1) la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- 2) le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;





- 3) la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- 4) la description des mesures prises par le Titulaire pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

15.6. NON-RESPECT DES OBLIGATIONS EN MATIERE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En cas de non-respect par le Titulaire des dispositions du présent article 15, le Maître d'Ouvrage pourra appliquer la pénalité prévue à l'article 6 ci-dessus. En cas d'infraction répétée, le Maître d'ouvrage pourra résilier le présent marché dans les conditions définies à l'article 19.2 ci-dessous.

15.7. CAS PARTICULIER DES DONNEES PERSONNELLES RECUEILLIES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Le Titulaire autorise expressément le Maître d'Ouvrage à recueillir auprès de Voies Navigables de France les informations nécessaires à la traçabilité des flux de matériaux et en particulier celles issues des déclarations de chargement de marchandises réalisées, pour les besoins du projet CSNE, par lui-même, ses sous-traitants ou fournisseurs en application des dispositions de l'article R. 4461-1 du code des transports. Le Titulaire fera son affaire de l'obtention des autorisations nécessaires auprès de ses éventuels sous-traitants et/ou fournisseurs de sorte que le Maître d'Ouvrage puisse accéder à l'ensemble des informations utiles en la matière. Pour sa part, le Maître d'Ouvrage s'engage à ne pas divulguer les informations autres que celles destinées à assurer la traçabilité des matériaux transportés et la mesure des objectifs d'utilisation de modes de transports alternatifs à la route.


16. SYSTEME DE MANAGEMENT QUALITE SECURITE SANTE ET ENVIRONNEMENT (QSSE)

16.1. PRINCIPES GENERAUX

Le Titulaire doit tout mettre en œuvre au sein de son organisation, afin de s'inclure dans les engagements du MOA :

- + manager le projet selon des exigences de qualité, d'écopformance et d'innovation,
- + assurer la sûreté, la sécurité et la santé de personnes, de la conception à l'exploitation du CSNE,
- + intégrer le projet dans le développement durable et dans son territoire





Le présent marché est soumis aux principes des normes ISO 9001, ISO 45001 dans leur dernière version en vigueur.

Le MOA s'engage dans une démarche de Haute Qualité Environnementale Infrastructures dont il respecte les exigences.

Le MOA a décliné ces principes en exigences et méthodes au sein de son système de management de la QSSE, décrit au sein de la documentation afférente (cf. point 4 dans l'ordre de priorité des pièces contractuelles - Article 3.1 ci-dessus).

16.2. MISES A JOUR

L'un des principes fondamentaux du système de management est son amélioration continue. Le Titulaire est encouragé à participer à l'amélioration de ce système en proposant toute optimisation qu'il juge utile. De plus, le Titulaire s'engage par ailleurs à appliquer, sans rémunération complémentaire, l'ensemble des mises à jour du système de management de la QSSE pendant toute la durée du présent marché.

16.3. DECLINAISON CHEZ LE TITULAIRE

Le Titulaire s'engage à s'approprier et appliquer ce système de management dans le cadre de sa prestation. Ses obligations sont décrites dans la documentation QSSE précitée et au sein des pièces techniques du présent marché.

Pour cela, il en fait la déclinaison au sein de son organisation, formalisée au sein de sa documentation QSSE telle qu'exigée par les pièces contractuelles du présent marché.

16.4. REFERENTS QSSE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Le Titulaire désigne nominativement la ou les personnes au sein de son personnel chargée(s) d'assurer l'interface avec le MOA quant aux thématiques de Qualité, Sécurité et Développement Durable. En cas de départ ou de remplacement de cette ou ces personnes, le Titulaire en informera sans délai le MOA par tout moyen permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine.

Ses(leurs) fonctions seront notamment :

- + d'établir la documentation QSSE du Titulaire, telle qu'exigée au CCTP, dans le respect du système de management du MOA,
- + d'assurer la mise en œuvre et le respect des règles QSSE du projet par ses équipes et sous-traitants éventuels,
- + d'assurer la mise en œuvre et le respect des règles de prise en compte du développement durable et de prévention des impacts environnementaux du chantier.



17. RESILIATION DU MARCHE

17.1. GENERALITES

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 50 du CCAG-Travaux, la fraction des travaux et prestations associées déjà accomplis par le Titulaire et réceptionnés par le Maître d'Ouvrage est rémunérée sans abattement.

Dans l'hypothèse d'une résiliation, pour quelque cause que ce soit, le Titulaire ou les ayants-droits s'obligent à remettre au Maître d'Ouvrage tous les documents en leur possession, nécessaires à la poursuite des missions confiées. Le Maître d'Ouvrage reste libre d'utiliser, pour la réalisation du projet, les livrables, études, plans et documents établis par le Titulaire

et de les faire compléter et réaliser par une autre société de son choix, sans aucune indemnité à verser, à quelque titre que ce soit, au Titulaire.

17.2. RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-4 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou 8222-7 et D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail, le marché est résilié sans indemnités aux torts du Titulaire.

De même, et conformément aux dispositions de l'article 1.5.2.6 « Hygiène et sécurité des travailleurs et lutte contre le travail dissimulé » ci-dessus, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de résilier le présent marché dans l'hypothèse où le plafond de pénalité fixé à 10.000 € viendrait à être atteint ou, indépendamment de ce plafond, dans toute situation dans laquelle sa propre responsabilité pourrait être mise en jeu de manière solidaire en application des dispositions du Code du travail.

Par ailleurs, en complément de l'article 50.3 du CCAG-Travaux, la décision de résilier le marché peut être prise par le Représentant du Maître d'Ouvrage lorsque le Titulaire n'a pas déféré à sa mise en demeure dans un délai de **quinze (15) jours calendaires**, suite à une défaillance dans la réalisation des travaux et prestations associés demandés ou s'il contrevenait aux obligations imposées par le présent marché.

En application de l'article 50.3.1.c) du CCAG-Travaux, le Maître d'Ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution des travaux et prestations associées prévus par le marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier de travaux ou prestations prévus au titre du marché qui, par nature, ne peuvent souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du Titulaire. La décision de poursuite des travaux par un tiers, en lieu et place du Titulaire, est notifiée au Titulaire par le Maître d'Ouvrage.

En complément de l'article 50.3 du CCAG-Travaux il est précisé que :

- + Si, pour une raison quelconque, le Titulaire se trouvait dans l'impossibilité d'exécuter la mission qui lui est confiée, il devra en informer le Maître d'Ouvrage par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine ; ce dernier aura alors la possibilité de résilier tout ou partie du présent marché ;





- + Les mises en demeure sont notifiées par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine et sont assorties d'un délai ; le Titulaire dispose de ce délai pour satisfaire à ses obligations ;
- + Le marché peut être résilié de plein droit aux torts du Titulaire, par le Maître d'Ouvrage, en cas d'inexécution grave ou répétée de ses obligations ou de mauvaise exécution de celles-ci constatées par voie de mise en demeure, le cas échéant précédée de signalements par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine, et notamment lorsque :
 - Le Titulaire n'exécute pas dans les délais prescrits les travaux et prestations associées qui lui sont commandés et compromet ainsi gravement le respect du calendrier de l'opération ;
 - Les documents et livrables présentés par le Titulaire ont fait l'objet de plusieurs décisions successives de rejet ou d'ajournement par le Maître d'Ouvrage,
- + Le marché pourra être résilié sans indemnité :
 - En cas de modification de nature à compromettre la bonne exécution du marché dans les conditions définies par l'article 2.7.1 « Changement dans la situation juridique du Titulaire » du présent CCAP ;
 - Dans l'hypothèse où le Titulaire est un groupement, en cas de défaillance du mandataire ou d'un cotraitant dans les conditions des articles 2.7.2 du présent CCAP ;
 - Si le Titulaire ne produit pas les attestations d'assurances dans les conditions définies par l'article 18 « Responsabilités – Assurances » du présent CCAP ;
 - Si le remplacement d'un « profil clé » ou d'une « astreinte » désignés à l'article 2.7.3 du présent CCAP est récusé dans les conditions définies à ce même article ;
 - En cas de non-respect des obligations relatives à la déclaration des sous-traitants et aux obligations qui s'imposent à eux en matière de sécurité conformément aux dispositions de l'article 2.8 du présent CCAP ;
 - En cas de non-respect des obligations en matière de confidentialité comme indiqué à l'article 12 ci-dessus ;
 - en cas de non-respect des obligations applicables en matière de protection des données à caractère personnel telles que définies à l'article 15 du présent CCAP.

17.3. RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de prononcer l'arrêt d'exécution des travaux et prestations associées par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine.

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG-Travaux, lorsque le Maître d'Ouvrage résilie le marché pour motif d'intérêt général, le Titulaire a uniquement droit à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le présent marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des travaux et prestations associées payés. Il incombe au Titulaire d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de ce montant dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Le Titulaire est tenu d'exécuter les travaux et prestations associées en cours de réalisation jusqu'à la date de résiliation.





18. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

18.1. REGLEMENT DES DIFFERENDS

En cas d'événement pouvant donner lieu à réclamation de la part du Titulaire, les parties s'engagent à régler le litige de la manière suivante et ce par dérogation aux dispositions de l'article 55.1 du CCAG-Travaux :

- + le Titulaire, s'il a l'intention de présenter une demande de règlement complémentaire, doit en informer officiellement le Maître d'œuvre, avec copie au Maître d'Ouvrage, sous peine de forclusion dans un délai de quinze (15) jours après la survenance de l'événement donnant lieu à réclamation ;
- + Cette information est suivie sous peine de forclusion sous trois (3) mois, à compter de la fin de l'événement par la remise par le Titulaire au Maître d'œuvre, aux fins de transmission au Maître d'Ouvrage, d'un mémoire de réclamation, exposant les motifs du différend, indiquant, le cas échéant, les montants de ses réclamations et fournissant les justifications nécessaires correspondant à ces montants ;
- + Après que le mémoire de réclamation a été transmis par le Maître d'œuvre, accompagné de son avis, au Maître d'Ouvrage, celui-ci notifie ou fait notifier au Titulaire sa proposition pour le règlement du différend dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de sa réception par le Maître d'œuvre. L'absence de réponse du Maître d'Ouvrage dans ce délai vaut rejet implicite de la réclamation ;
- + Lorsque le Titulaire refuse la proposition du Maître d'Ouvrage ou le rejet implicite de sa demande, il doit au plus tard dans un délai d'un (1) mois à compter de la décision explicite ou implique du Maître d'Ouvrage, le faire connaître par écrit au Maître d'œuvre en lui faisant parvenir, aux fins de transmission au Maître d'Ouvrage, un mémoire complémentaire développant les raisons de sa réclamation.
- + En cas de refus de la proposition du Maître d'Ouvrage par le Titulaire, les modalités fixées par cette décision du Maître d'Ouvrage s'imposent en tout état de cause à titre de règlement provisoire du différend.
- + Les différends restant sont traités au moment du décompte général à la condition de la présentation à cette occasion d'un nouveau mémoire les reprenant et ce en application des dispositions du dernier alinéa de l'article 55.1.1 CCAG-Travaux ; ce dernier mémoire en réclamation est transmis dans un délai d'un mois à compter de la notification du décompte général ; il est alors traité dans les conditions des articles 50.1.2 et suivants du CCAG-Travaux ;

Suivi des réclamations :

Le Titulaire communique tous les trois (3) mois au Maître d'Ouvrage, avec copie au Maître d'œuvre, un tableau de synthèse des réclamations passées et en cours comprenant :

- + l'objet,
- + la date de fin de l'événement ayant donné lieu à réclamation,
- + le statut (en cours, clos, traité partiellement),
- + les montants concernés (réclamés, versés),



18.2. PREVENTION DES LITIGES

Les parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour aboutir à un règlement raisonnable et dans les meilleurs délais des litiges qui résulteraient de l'application du présent marché.

Dans ce cadre, les parties se conforment aux dispositions de l'article 55.2 du CCAG-Travaux, les parties se réservent la possibilité de saisir le comité consultatif de règlement amiable des différends compétent pour connaître du litige.

18.3. LOI APPLICABLE ET COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

En cas de litige entre les parties, la loi française est seule applicable et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes.

En cas d'échec de la démarche de règlement amiable, le litige est porté devant le Tribunal Administratif d'Amiens : 14 rue Lemerchier - CS 81114 Amiens Cedex.

Email : greffe.ta-amiens@juradm.fr Téléphone : +33 (0)3 22 33 61 70 Télécopie : +33 (0)3 22 33 61 71

19. RESPONSABILITE - ASSURANCE

Le Titulaire assume, dès la signature du marché, les responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. À ce titre, il répond notamment des responsabilités et garanties édictées par les articles 1240 et suivants du Code civil ainsi que posées par les principes jurisprudentiels.

Le Titulaire, et dans le cas d'un groupement, chaque membre du groupement, devra, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du présent marché apporter la preuve qu'il bénéficie, pour l'année en cours, d'une couverture d'assurance de responsabilité civile avant et après livraison couvrant (y compris pour le fait de ses sous-traitants) les dommages matériels, corporels et immatériels consécutifs et non consécutifs causés aux tiers, y compris le Maître d'Ouvrage, par l'exécution des prestations en application de l'article 9 du CCAG-PI.

Les intervenants devront être titulaires de polices couvrant pour des montants suffisants, eu égard aux caractéristiques du chantier et à son environnement, la généralité des responsabilités qu'ils encourent en vertu du droit français, y compris les dispositions contractuelles, à l'égard de tout intervenant ou tout tiers au chantier, tout contractant, y compris le Maître d'ouvrage.

Cette garantie devra valoir tant avant qu'en cours de travaux et qu'après réception, aussi longtemps que la responsabilité de l'intervenant peut être recherchée.

Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de souscrire pour le compte de tout ou partie des intervenants en fonction de l'absence ou de l'insuffisance de leur garantie, toute couverture qui lui semblerait nécessaire, en nature de garantie ou en montant de couverture.

Les montants minimums de garantie demandés au niveau du présent marché s'élèvent à :

- + Responsabilité civile exploitation (par sinistre) : tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non confondus : 6 000 000 € par sinistre et 6 000 000 € par année d'assurance,
 - dont dommages matériels et immatériels consécutifs ou non : 1 000 000 €,
 - dont dommages immatériels non consécutifs : 500 000 €.





- + Responsabilité civile professionnelle avant et après livraison (par année d'assurance) : tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non confondus : 6 000 000 € par sinistre et par année,
 - dont dommages matériels et immatériels : 1 000 000 €,
 - dont dommages immatériels non consécutifs : 500 000 €.

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de réévaluer ces montants en cours d'exécution des travaux. Si le Titulaire a souscrit habituellement des montants supérieurs, il s'engage à les conserver pour l'exécution du présent marché.

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de réévaluer ces montants en cours d'exécution du marché. Cette attestation d'assurance sera ensuite à transmettre à chaque début d'année et ce pendant toute la durée du marché.

Elle devra comporter au minimum les indications suivantes :

- + Nom de l'assuré,
- + Désignation du marché,
- + Montant des garanties pour les dommages matériels, corporels, immatériels consécutifs et non consécutifs,
- + Montant des franchises éventuelles,
- + Activités exactes garanties,
- + Durée et date de l'attestation,
- + Mention de la couverture des prestations sous-traitées.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le Titulaire devra justifier à tout moment du paiement de ses primes d'assurances, ainsi que de celles de ses sous-traitants.

20. DISPOSITIONS DIVERSES

20.1. DEMARCHE « GRAND CHANTIER »

20.1.1. Objectifs

L'ampleur du CSNE va générer un surcroît d'activité très important et avoir un impact fort sur le développement du territoire des Hauts-de-France, notamment en termes d'emploi à court et moyen terme.

La démarche Grand Chantier a été mise en place afin d'anticiper les besoins en compétences, en formation, en dispositifs d'insertion sur les chantiers de construction et de permettre aux entreprises et au service public de l'emploi, associé à ses partenaires, de pouvoir répondre à ces exigences.

La SCSNE souhaite faire de ces importants chantiers des opportunités d'emplois dans le domaine des travaux publics et des aménagements environnementaux, et, à ce titre, incite les entreprises à s'impliquer dans cette démarche.

Les personnes ayant bénéficié d'un parcours qualitatif dans le cadre des clauses d'insertion pourront constituer également des personnels compétents pour ces entreprises.





À ce titre, le Titulaire du marché s'engage à transmettre à Canal Emploi l'ensemble des offres d'emploi à publier en vue de l'exécution du présent marché.

D'autre part, les partenaires de la Démarche Grand Chantier favorisent, dans le cadre du dispositif Canal Entreprises, la mobilisation du tissu économique régional (cf. note d'information aux candidats). Dans ce cadre, Il est attendu du Titulaire que, dès la notification du marché, il s'inscrit sur la plateforme CCI Business Hauts-de-France (Canal Seine-Nord Europe | CCI Business Hauts-de-France) pour faire connaître l'activité de ses chantiers ainsi que ses besoins en sous-traitance et qu'il s'engage à participer à des manifestations organisées dans le cadre de Canal Entreprises pour mettre en relation les donneurs d'ordre et les sous-traitants.

Enfin, le Titulaire s'engage en outre de renseigner les indicateurs de la Démarche Grand Chantier qui lui seront adressés à un rythme trimestriel.

20.1.2. Insertion par l'activité économique

Dans le domaine de l'insertion, le présent marché (annexe 1 au CCAP et Acte d'Engagement) prévoit des clauses permettant de faciliter l'embauche de personnes éloignées de l'emploi (clauses d'insertion par l'activité économique). Par ailleurs le document dénommé « les Cahiers du Canal Solidaire » produit par les Conseils départementaux, sert de guide à la mise en œuvre et au suivi de ces clauses.

20.1.3. Participation au dispositif Canal Emploi

Dès la notification du marché, le Titulaire mettra à jour l'estimation prévisionnelle du besoin de main d'œuvre nécessaire pour la réalisation des travaux et précisera son estimation en coordination avec le Maître d'Ouvrage et le chef de file de Canal emploi.

Ces éléments ont vocation à être partagés avec les partenaires de la DGC pour leur permettre de mettre en place les démarches nécessaires (identification des compétences disponibles, plans de formation, etc.).

Durant la réalisation des travaux, le Titulaire fournira les données effectives du chantier dans ces domaines afin d'alimenter l'observatoire socio-économique du CSNE.

Par ailleurs, le Titulaire pourra prendre part à la dynamique portée par les partenaires de la DGC en participant aux événements – initiatives qu'ils mettent en œuvre sur les territoires (exemples : webinaire Pôle emploi, activités de la plateforme Proch'Emploi que sont les rencontres Jeunes-Entreprises, etc.

20.1.4. Participation au dispositif « Canal formation »

Le présent marché requiert la mobilisation d'un nombre important de compétences et capacités professionnelles. Certaines de ces compétences et capacités seront requises sur la durée totale de la construction du canal Seine-Nord Europe, compétences et capacités qui ne sont pas toujours disponibles aujourd'hui. Une politique de formation professionnelle a été définie dans la Région pour proposer des formations adaptées dans cette perspective. L'ensemble de l'offre de formation disponible dans la Région est accessible sur la plateforme <https://www.c2rp.fr>.





Dans ce contexte, la SCSNE souhaite que le Titulaire du marché contribue activement à l'élévation du niveau de qualification professionnelle disponible en concourant dans toute la mesure du possible à la formation professionnelle des personnels susceptibles de participer aux travaux.

À cet effet, le Titulaire est invité à formuler ses propositions sous 3 mois à compter de la notification du marché en matière de formation professionnelle en termes de contribution à la politique de formation professionnelle développée dans la Région Hauts-de-France pour permettre aux entreprises de disposer des capacités professionnelles dont elles ont besoin pour exécuter leurs marchés :

1. Economie générale du dispositif présenté et avantages au regard des objectifs de formation professionnelle des publics cibles ;
2. Contributions proposées aux différentes phases de la formation ;
3. Modalités de mise en œuvre : le Titulaire décrira notamment :
 - a. Les actions de formation visées en lien avec les besoins du marché ; les actions devront être déclarées éligibles à la publication sur le site <https://www.c2rp.fr> .
 - b. La démarche que le Titulaire mettra en œuvre pour convenir d'un partenariat avec un ou plusieurs organismes de formation afin d'insérer les contributions du Titulaire dans les actions de formation existantes ou à mettre en place durant la durée d'exécution du marché.
 - c. Les modalités et principes d'intervention du Titulaire dans ces actions, en décrivant les moyens mis en œuvre pour assurer la qualité du suivi, et le calendrier de mise en œuvre sur la durée d'exécution du marché..
 - d. Les modalités de suivi des performances du dispositif, permettant de garantir le caractère opérationnel, effectif et mesurable des engagements pris.

Il est ainsi recherché une mobilisation et une implication actives des entreprises dans les actions de formation professionnelle proposées, implication considérée comme un élément clef du succès de ces actions pour répondre au plus près aux besoins d'emplois et pouvoir déboucher sur l'insertion pérenne des bénéficiaires dans le monde du travail.

20.1.5. Participation au dispositif Canal Accueil

Dès la notification du marché, le Titulaire précisera son estimation de besoins en termes d'hébergement, de restauration et de transport des compagnons du chantier en coordination avec le Maître d'Ouvrage et le chef de file de Canal accueil afin de permettre aux partenaires du dispositif d'en favoriser l'organisation et les conditions de mise en œuvre.

21. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Clauses	Article du CCAP	Articles du CCAG-Travaux
Engins explosifs de guerre	9.10	32.1 al.2
Matériaux à pollution anthropique	9.11	32
Changement dans la situation juridique du Titulaire	2.7.1	50.3.2





Obligation des entrepreneurs en groupement	2.7.2	52.7.2
Pièces contractuelles	3.1	4.1
Ajournement, interruption et suspension des travaux	4.3.2	53.1.1
Ordres de service	1.7	3.8.2
Mois d'établissement des prix	5.4.2	9.4.4
Modalités de révision / d'actualisation des prix	5.4.4	10.5
Établissement des acomptes et des demandes de paiement	5.6.1	12.1.1 / 12.3.2
Pénalités	6	19.2.1 / 19.1.2 / 19.2.4 / 19.1.1 / 19.2.2 / 19.3 / 20.2.3
Caractéristiques, qualité, vérification, essais et épreuves des matériaux et produits	8.3	24.7
Procédures administratives	9.7	31.3
Dégradations causées aux voies et espaces publics	9.1.3	34.1
Garanties contractuelles	11	44.2
Régime des résultats	14.2	48.3
Résiliation pour motif d'intérêt général	17.3	50.4
Règlement des différends	18.1	55.1



Partenaires financiers



SOCIÉTÉ
DU CANAL
SEINE-NORD
EUROPE



www.
canal-seine-
nord-europe.fr